



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 5 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1962

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
139

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Περί έγκρίσεως του έν Θεσ)νίκη υπογραφέντος Πρακτι-
κού τής Μονίμου Μικτής Έπιτροπής τής συσταθείσης
βάσει τής διά του Ν. Δ. 4004)1959 κυρωθείσης συμ-
βάσεως. 1
- Περί έγκρίσεως του έν Βελιγραδίω υπογραφέντος πρακτι-
κού τής Μονίμου Μικτής Έπιτροπής τής συσταθείσης
βάσει τής διά του Ν. Δ. 4004)1959 κυρωθείσης Συμ-
βάσεως. 2
- Περί κυρώσεως προσθήκης εις την Έλληνο—Ιταλικήν
Έμπορικήν Συμφωνίαν τής 10.11.1954. 3
- Περί παρατάσεως μέχρι 31.12.61 τής Έμπορικής Συμ-
φωνίας Έλλάδος—Τυνησίας. 4

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(1)

Α.Π. Φ010/Μ/1837

Περί έγκρίσεως του έν Θεσ)νίκη υπογραφέντος Πρακτικού
τής Μονίμου Μικτής Έπιτροπής τής συσταθείσης βάσει
τής διά του Ν. Δ. 4004)1959 κυρωθείσης συμβάσεως.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ - ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Έχοντες υπ' όψιν τὸ άρθρον 25 τής έν Αθήναις υπο-
γραφείσης τήν 18 Ιουνίου 1959 Συμφωνίας, περί μεθορι-
ακῆς έπικοινωνίας, μεταξύ του Βασιλείου τής Έλλάδος
καί τής Όμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τής Γιου-
γκοσλαβίας, κυρωθείσης διά του Ν.Δ. 4004/1959, δημο-
σιευθέντος εις τὸ υπ' αριθ. 241/1959 Φύλλον τής Έφημε-
ρίδος τής Κυβερνήσεως

Ἀποφασίζομεν

Έγκρίνομεν ὡς έχει και έν τῷ συνόλω του τὸ έν Θεσ-
σαλονική υπογραφέν τήν 16ην Φεβρουαρίου 1960 Πρακ-
τικὸν τής πρώτης τακτικῆς συνόδου τής μονίμου Μικτῆς
Έπιτροπής τής συσταθείσης βάσει του άρθρου 25 τής περι
μεθοριακῆς έπικοινωνίας συμφωνίας, ὡς και τὰ εις τὸ
Πρακτικὸν προσηρητημένα υπ' αριθ. 1 και 2 παραρτήματα.

Έν Αθήναις τῆ 8 Ιανουαρίου 1962

Οι Υπουργοί

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩ-
ΝΙΩΝ ΕΜΠΟΡΙΟΥ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

PROCES - VERBAL

de la première session ordinaire de la Commission mixte permanente instituée en vertu de l'art. 25 de l'Accord relatif au trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 18 juin 1959 et réunie à Thessaloniki du 4 au 16 février 1960.

A cette session ont pris part :
du côté Hellenique

- I. 1) Papapetru Demètre, président
- 2) Anapliotis Jean, membre
- 3) Georgiopoulos Constantin, membre
- 4) Tsourkas Cléovoulos, expert
- 5) Vlangopoulos Vlassios, expert
- 6) Papadopoulos Evangelos, expert
- 7) Haloulos Spyros, interprète

du côté Yougoslave

- 1) Micetic Franjo, président
- 2) Cocorovski Pero, membre
- 3) Grubor Dusan, membre
- 4) Dozic Sava, expert
- 5) Filipovic Jakov, expert

La Commission mixte permanente a adopté l'ordre du jour suivant :

I) Rédaction du Règlement intérieur de la Commission Mixte.

II) Renseignements mutuels au sujet des mesures prises pour l'application de l'Accord.

III) Examen de questions se rapportant à l'interprétation et à l'application de l'Accord.

IV) Correction d'erreurs typographiques dans le texte de l'article 10 de l'Accord.

V) Fixation de l'époque de la deuxième session ordinaire de la Commission.

Après examen des questions ci-dessus de l'ordre du jour, la Commission, est tombée d'accord sur les sujets suivants :

I) Rédaction du Règlement intérieur de la Commission mixte permanente.

Un Règlement intérieur de la Commission a été rédigé, lequel, signé par les présidents des deux Délégations est annexé au présent Procès-verbal (Supplément No 1).

II) Renseignements mutuels au sujet des mesures prises pour l'application de l'Accord.

Il a été constaté des deux côtés que les préparatifs pour l'application exacte de l'Accord ont été accomplis et que le trafic frontalier peut de fait commencer à partir du 10 février 1960.

Envisageant les cas de refus de réception pour visa des cartes yougoslaves de la part des organes helléniques, la Commission a constaté que ce refus est uniquement dû au fait que tous les préparatifs techniques n'étaient pas achevés à l'époque.

III) Examen de questions se rapportant à l'interprétation et à l'application de l'Accord.

1) Circulation de propriétaires de biens d'outre-frontière (article 14).

La Commission a constaté que les deux Délégations ont reçu de leurs Gouvernements les listes définitives de propriétaires de biens d'outre-frontière, conformément aux lettres échangées annexées à l'Accord. Les deux Délégations ont déclaré que les biens mentionnés ci-haut se trouvent à la disposition des propriétaires. Il a été, de même, constaté que les deux Parties contractantes ont accompli les préparatifs nécessaires pour la délivrance des cartes appropriées pour le passage des frontières de façon que la circulation des susdits propriétaires puisse commencer à la date prévue par l'article 14 de l'Accord.

Village Psaradés

La Commission a constaté que le village Psaradés situé sur le territoire hellénique, qui est porté dans la liste des propriétaires de biens d'outre-frontière sera pas compris dans la zone de la circulation, car il ne se trouve pas dans la région d'application de l'Accord relatif au trafic frontalier.

3) Procédure d'expédition, de remise et de réception de documents servant au trafic frontalier et, correspondance en général entre les organes correspondants de l'article 19 de l'Accord.

La Commission a fixé la procédure d'expédition, de remise et de réception de documents ainsi que les formalités de correspondance en général entre les organes correspondants de l'article 19 de l'Accord.

Les détails de cette procédure sont consignés dans l'annexe du présent Procès-verbal (Supplément No II).

4) Passage de Dobro - Pole

La Commission, a décidé, en raison des conditions atmosphériques, de n'autoriser le trafic par ce passage, que du 1er juin au 15 septembre.

5) Facilités aux médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômées et échange mutuel de renseignements sanitaires.

La Commission a décidé qu'à sa prochaine session ordinaire soient rédigés les Règlements détaillés concernant les facilités cidessus mentionnées et que des échanges des vues aient lieu sur l'échange mutuel de renseignements sanitaires.

Il a, de même, été décidé que 30 jours avant la prochaine session soient échangés des deux côtés les textes des projets des susdits règlements.

Indépendamment du temps de rédaction de ces règlements détaillés, les médecins, les vétérinaires et les sages - femmes diplômées peuvent exercer leur profession dans la zone limitrophe, conformément à l'article II de l'Accord.

IV) Correction d'erreurs typographiques dans le texte de l'article 10 de l'Accord.

La Commission a décidé de proposer aux deux Gouvernements la correction de l'erreur typographique ci-après :

Article 10, alinéa 1 :

Remplacer les mots «articles 8» par les mots : «article 9».

V) Fixation de l'époque de la deuxième session ordinaire

La Commission a décidé que la deuxième session ordinaire soit convoquée au mois de juin 1960 à Skopje. La date exacte sera fixée à la suite d'une correspondance entre les deux présidents.

Fait à Thessaloniki le 16 février 1960 en deux exemplaires originaux en langue Française.

Le Président de la Délégation Hellénique de la Délégation Yougoslave,

Le Président

REGLEMENT INTERIEUR

de la Commission mixte permanente prévue par l'article 25 de l'Accord relatif au trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 18 juin 1959.

Article 1.

La Commission mixte permanente (cité dans le présent texte sous la simple dénomination de «Commission») s'occupe de l'exacte application de l'Accord relatif au trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 18 juin 1959, règle toutes les questions qui pourraient éventuellement surgir en ce qui concerne l'interprétation et l'application de l'Accord et soumet des propositions aux Gouvernements pour la mise en application la plus avantageuse du trafic frontalier.

Article 2.

La Commission est composée, conformément à l'article 25 de l'Accord, de six (6) membres, dont trois (3) sont désignés par le Gouvernement Hellénique et les autres trois (3) par le Gouvernement Yougoslave.

Les modifications apportées éventuellement à la composition de la Commission seront portées à la connaissance de l'autre Partie contractante par la voie diplomatique normale.

Chaque Délégation de la Commission a son président. Elle peut aussi se faire assister du nombre nécessaire d'experts et de personnel technique.

Article 3.

La Commission se réunira en sessions ordinaires deux fois dans l'année, à Skopje et à Thessaloniki alternativement. Au cours de la session ordinaire de la Commission sera déterminée l'époque de la session suivante, dont la date exacte et l'ordre du jour seront fixés à la suite d'un accord des présidents des Délégations de la Commission, soit par entente directe, soit par la voie diplomatique.

De même façon auront lieu les contacts entre les Délégations de la Commission pour l'échange mutuel de renseignements pendant l'intervalle qui s'écoule entre deux sessions.

A la demande de l'une des Délégations et dans un délai de 30 jours à partir de la date de réception de la demande, pourra être convoquée une session extra - ordinaire de la Commission. Le président de la Délégation qui aura demandé, la session extraordinaire, transmettra par lettre à l'autre partie une proposition sur l'ordre du jour et sur le lieu de la session. L'autre partie est tenue de répondre à cette proposition dans un délai de 10 jours. Dans le cas où l'autre partie ne serait pas d'accord sur la convocation de la réunion extraordinaire, cette question sera réglée par la voie diplomatique normale. Dans le cas où l'autre serait d'accord sur la convocation de la session extraordinaire mais ne le serait pas sur/tous les points de l'ordre du jour proposé, l'ordre du jour serait définitivement arrêté pendant la réunion même de la Commission.

Pendant la session, chacune des parties informera l'autre de l'exécution des décisions prises pendant la

session précédente, ce qui fera l'objet d'une question spéciale de l'ordre du jour.

Article 4.

Les séances de la Commission seront présidées alternativement par les présidents de deux Délégations. Le premier qui présidera sera la président de la Délégation du pays sur le territoire duquel aura lieu la session.

Article 5.

Les séances de la Commission ont lieu aux jours ouvrables et dans des cas exceptionnels aux jours fériés à la suite d'un accord entre les deux parties.

A la demande de l'une des parties, une suspension entre les diverses séances peut se produire pour une durée de 24 heures et, à la suite d'un accord commun entre les deux parties, pour une durée de 48 heures.

Article 6.

Les frais de fourniture de bureau etc. pour les séances sont à la charge du pays où elles ont lieu. Les frais des Délégations et de leurs membres sont à la charge du pays qu'elles représentent.

Article 7.

La langue officielle de la Commission est la langue française.

Article 8.

Pour chaque session de la Commission sera rédigé un procès-verbal commun qui portera comme indicatif le numéro d'ordre de la session. Le procès-verbal sera rédigé en deux exemplaires originaux en français qui seront signés par les deux présidents des Délégations.

Article 9.

Les décisions de la Commission sont prises à l'unanimité et sont soumises pour approbation aux deux Gouvernements. De même sont soumises aux Gouvernements les questions pour lesquelles la Commission n'aurait pu arriver à un accord.

Les rapports sur ces questions sont soumis avec les avis motivés de chacune des Délégations et sont annexés en supplément au procès-verbal commun.

Article 10.

Dans le cas où la Commission le jugerait utile pour le règlement aussi rapide que possible des questions qui auraient éventuellement surgi au cours de l'application de l'Accord, elle peut se rendre sur les lieux dans les régions décrites dans l'Accord.

Les présidents de deux Délégations de commun accord peuvent déléguer un ou plusieurs membres de la Commission, en nombre égal de deux côtés, avec les mêmes droits stipulés au paragraphe 1 du présent article.

Article 11.

Les membres des Délégations, les experts ainsi que le personnel technique de la Commission jouissent sur le territoire de l'autre Partie contractante et pendant le temps de l'exercice de leurs fonctions, de même privilèges et immunités que les missions diplomatiques étrangères.

La correspondance, les documents et les archives des Délégations jouissent de l'inviolabilité, conformément aux règlements internationaux du courrier diplomatique.

Les bagages personnels, les moyens de transport ainsi que le matériel de travail sont exempts de taxes de douane sous condition d'être retournés au pays respectif, à la fin des travaux de la Commission.

Article 12.

Le présent Règlement pourrait être modifié ou complété par la Commission, si la nécessité s'en faisait

sentir, dans ce cas les mêmes formalités seraient observées pour l'approbation et la mise en vigueur des dispositions modificatives ou complémentaires.

Article 13.

Le présent Règlement entrera en vigueur aussitôt après son approbation par les deux Gouvernements mais il sera provisoirement mis en application à partir de la date de sa signature.

Fait à Thessaloniki le 16 février 1960 en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique de la Délégation Yougoslave.

Le Président

PROCEDURE

d'expédition, de remise, de réception de documents servant au trafic frontalier et correspondance en général entre les organes compétents selon l'article 19 de l'Accord.

1. Les cartes de trafic frontalier sont livrées pour visa aux autorités de contrôle de frontière spécifiées dans l'Accord, selon la procédure ci-après :

a) Est livré un colis cacheté contenant les documents du trafic frontalier avec un reçu établi sur une feuille pliée en deux, redigée sur l'un de demi-côté de la feuille dans la langue officielle d'une Partie et sur l'autre dans la langue officielle de l'autre Partie contractante respective.

b) Sur le colis est inscrit le titre du Service expéditeur, le numéro du colis et l'adresse du Service destinataire. Ces indications sont inscrites dans les deux langues officielles des Parties contractantes, c'est à dire dans l'un côté la langue officielle d'une Partie et dans l'autre la langue officielle de l'autre Partie contractante.

c) Celui qui reçoit le colis signe le reçu au-dessous du texte établi en sa langue et retourne ce reçu à la personne dont il a reçu le colis (modèle 1).

2. Le colis arrive ensuite à l'autorité responsable qui le décachette. Dans le colis doit se trouver une lettre émanant de l'autorité expéditrice aussi qu'une liste en triple, dûment visée, de documents de trafic frontalier contenus dans le colis. Aussi bien les listes que la lettre seront redigées sur un papier plié en deux dans les langues officielles des deux Parties contractantes sur chacun des demi-côtés de la feuille (modèle 2).

3. L'autorité responsable vérifie si le nombre de documents servant au trafic frontalier et contenus dans le colis concorde avec celui porté sur les listes; il retourne une copie de la liste, accompagnée d'une lettre, à l'autorité qui a expédié le colis.

4) L'autorité responsable vise les documents reçus sur les deux colonnes correspondantes de ces documents dans les langues officielles de deux Parties contractantes (Modèle 3).

5) L'autorité compétente qui a opéré le visa retourne les documents de trafic frontalier visés ou non visés, disposés en colis et accompagnés d'une copie de la liste et d'une lettre d'accompagnement.

6) L'autorité qui a opéré le visa garde dans ses archives la troisième copie de la liste.

7) Dans le cas où l'autorité compétente n'aurait pas visé un certain nombre de documents servant au trafic frontalier, elle est tenue, d'exposer, dans la lettre d'accompagnement des documents retournés à l'autre autorité, les motifs du non octroi. Cette lettre ainsi que la correspondance entière redigées sur une feuille de papier plié en deux dans les langues officielles des Parties contractantes et signées sous les textes de deux langues.

8) Au-dessous de chaque signature est écrit en clair le nom et prénom du signataire.

9) A la présente sont attachés les modèles No 1,2 et 3

Fait à Thessaloniki, le 16 février 1960, en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président Le Président
de la Délégation Hellénique de la Délégation Yougoslave

Modèle 1er

(Langue officielle d'une Partie)

(Langue officielle de l'autre Partie)

..... (X)

Reçu

Je soussigné déclare avoir

reçu les documents ci-après :

..... colis cachetées sub No

..... colis cachetés sub No

adressés à..... (XX)

A..... le 196.....

(Signature de l'agent qui a reçu)

(X) Titre de l'organe de contrôle de frontière

(XX) Service auquel est adressé le document susmentionné.

Modèle 2

(Langue officielle de l'autre Partie)

(Langue officielle d'une Partie)

..... (X)

LISTE NOMINATIVE

des titulaires de documents
de trafic frontalier adressés pour visa
à..... (X X)

No Nature et numéro du document de
trafic frontalier

d'ordre Nom et prénom Nom du père

A..... le 196 ..

(L.S.) Le Chef de (—)

(Signature)

(X) Indiquer le titre de l'autorité qui envoie le document de trafic frontalier pour visa.

(XX) Service auquel est adressé le document susmentionné

Modèle 3

(Langue officielle d'une Partie)

(Langue officielle de l'autre Partie)

Passage de la frontière autorisé

A..... le 196 ..

(L.S.) Signature

ΜΕΤΑΦΡΑΣΙΣ

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ

τῆς πρώτης τακτικῆς συνόδου τῆς διαρκοῦς μικτῆς ἐπιτροπῆς συσταθείσης δυνάμει τοῦ ἀρθροῦ 25 τῆς μετὴν συνοριακῆν συγκοινωνίαν σχετικῆς Συμφωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ὁμοσπονδίου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 18 Ἰουνίου 1959, συνελθούσης εἰς Θεσσαλονίκην ἀπὸ τῆς 4ης μέχρι τῆς 16 Φεβρουαρίου 1960.

Εἰς τὴν σύνοδον ταύτην ἔλαβον μέρος :

Ἐκ τῆς Ἑλληνικῆς πλευρᾶς :

1) Παπαπέτρου Δημήτριος, Πρόεδρος

2) Ἀναπλιώτης Ἰωάννης, μέλος,

3) Γεωργιόπουλος Κωνσταντῖνος, μέλος,

4) Τσοῦρκας Κλεόβουλος, ἐμπειρογνώμων,

5) Βλαγγόπουλος Βλάσιος, ἐμπειρογνώμων,

6) Παπαδόπουλος Εὐάγγελος, ἐμπειρογνώμων,

7) Χαλουκός Σπύρος, διερμηνεύς.

Ἐκ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς :

1) Μιτσέτιτς Φράνγιο, Πρόεδρος,

2) Κοκορόβσκι Πέρο, μέλος,

3) Γκρούμπορ Ντούσαν, μέλος,

4) Ντόζιτς Σάββα, ἐμπειρογνώμων,

5) Φιλιπόβιτς Γιάκοβ, ἐμπειρογνώμων.

Ἡ διαρκῆς μικτὴ ἐπιτροπὴ ἐψήφισε τὴν ἀκόλουθον ἡμερησίαν διάταξιν :

I) Σύνταξις τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῆς μικτῆς ἐπιτροπῆς.

II) Ἀμοιβαῖαι πληροφορίες ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας.

III) Ἐξέτασις ζητημάτων ἀφορώντων τὴν ἐρμηνείαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας.

IV) Διόρθωσις τυπογραφικῶν λαθῶν ἐν τῷ κειμένῳ τοῦ ἀρθροῦ 10 τῆς Συμφωνίας.

V) Προσδιορισμὸς τῆς ἐποχῆς τῆς δευτέρας τακτικῆς συνόδου τῆς ἐπιτροπῆς.

Μετ' ἐξέτασιν τῶν ὡς ἄνω θεμάτων τῆς ἡμερησίας διατάξεως, ἡ ἐπιτροπὴ συνεφώνησεν ἐπὶ τῶν ἀκολουθῶν θεμάτων :

1) Σύνταξις τοῦ ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ τῆς διαρκοῦς μικτῆς ἐπιτροπῆς.

Ὁ ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῆς ἐπιτροπῆς συνετάχθη, ὅστις ὑπογραφεῖται ἀπὸ τοὺς Προέδρους τῶν δύο Ἀποστολῶν ἐπεσυνάφη εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον (Συμπλήρωμα ἀρ. 1).

II) Ἀμοιβαῖαι πληροφορίες ἐπὶ τοῦ θέματος τῶν ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας.

Διεπιστώθη παρ' ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν ὅτι αἱ προπαρασκευαίαι διὰ τὴν ἀκριβῆ ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας ἐξετελέσθησαν καὶ ὅτι ἡ συγκοινωνία τῶν συνόρων δύναται πράγματι ν' ἀρχίσῃ ἀπὸ τῆς 10ης Φεβρουαρίου 1960.

Ἀντιμετωπίζουσα τὰς περιπτώσεις ἀρνήσεως ἀποδοχῆς πρὸς θεώρησιν τῶν γιουγκοσλαβικῶν δελτίων ἐκ μέρους τῶν ἐλληνικῶν ὀργάνων, ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ ἀρνήσις αὕτη ὀφείλεται μόνον εἰς τὸ γεγονός ὅτι εἰς τὴν ἐποχὴν ταύτην δὲν εἶχον περατωθῆ ὅλαι αἱ τεχνικαὶ προπαρασκευαίαι.

III) Ἐξέτασις ζητημάτων ἀφορώντων τὴν ἐρμηνείαν καὶ ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας.

1) Κυκλοφορία τῶν πέραν τῶν συνόρων ἰδιοκτητῶν κτημάτων (ἀρθρον 14).

Ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἀμφότεραι αἱ Ἀποστολαὶ ἔλαβον παρὰ τῶν Κυβερνήσεών των τοὺς ὀριστικούς καταλόγους τῶν πέραν τῶν συνόρων ἰδιοκτητῶν κτημάτων, συμφώνως πρὸς τὰς ἀνταλλαγείσας ἐπιστολάς τὰς προσηρτημένας εἰς τὴν Συμφωνίαν. Αἱ δύο Ἀποστολαὶ ἐδήλωσαν ὅτι τὰ ὡς ἄνω ἀναφερόμενα κτήματα εὐρίσκονται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἰδιοκτητῶν των. Ἐπίσης διεπιστώθη, ὅτι τὰ δύο συμβαλλόμενα Μέρη συνεπλήρωσαν τὰς ἀναγκαζοῦσας προπαρασκευὰς διὰ τὴν παράδοσιν τῶν δελτίων τῶν προοριζομένων διὰ τὴν διέλευσιν τῶν συνόρων κατὰ τρόπον ὥστε ἡ κυκλοφορία τῶν ρηθέντων ἰδιοκτητῶν νὰ δύναται ν' ἀρχίσῃ εἰς τὴν ἡμερομηνίαν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 14 τῆς Συμφωνίας.

2) Χωρίον Ψαράδες.

Ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι τὸ χωρίον Ψαράδες κείμενον ἐπὶ τοῦ ἐλληνικοῦ ἐδάφους, τὸ ὁποῖον φέρεται ἐν τῷ καταλόγῳ τῶν ἰδιοκτητῶν κτημάτων πέραν τῶν συνόρων δὲν θὰ συμπεριληφθῆ εἰς τὴν ζώνην κυκλοφορίας, διότι δὲν εὐρίσκεται εἰς τὴν περιοχὴν ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας τῆς σχετικῆς μετὴν μεθοριακῆν συγκοινωνίαν.

3) Δικδικασία αποστολής, παραδόσεως και λήψεως εγγράφων έξυπηρετούντων την μεθοριακήν συγκοινωνίαν και, εν γένει αλληλογραφία μεταξύ των οργάνων των αντιστοιχούντων εις τὸ ἄρθρον 19 τῆς Συμφωνίας.

Ἡ ἐπιτροπὴ καθώρισε τὴν διαδικασίαν τῆς ἀποστολῆς, τῆς παραδόσεως καὶ τῆς λήψεως τῶν εγγράφων καθὼς καὶ τὰς διατυπώσεις γενικῶς τῆς αλληλογραφίας μεταξύ τῶν ἀντιστοιχούντων οργάνων τοῦ ἄρθρου 19 τῆς Συμφωνίας.

Αἱ λεπτομέρειαι τῆς διαδικασίας ταύτης συνυπεγράφησαν εἰς τὸ παράρτημα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου (Συμπλήρωμα ἀρ. 2).

4) Δίοδος τοῦ Ντόμπρο-Πόλε.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισε, λόγω τῶν ἀτμοσφαιρικῶν ἔρων, νὰ μὴν ἐπιτρέψῃ τὴν συγκοινωνίαν δι' αὐτῆς τῆς διόδου, παρὰ μόνον ἀπὸ τῆς 1ης Ἰουνίου μέχρι 15ης Σεπτεμβρίου.

5) Εὐκολίαι εἰς τοὺς ἰατροὺς, κτηνιάτρος καὶ διπλωματούχους μαίας καὶ ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως εἰς τὴν προσεχῆ τακτικὴν τῆς συνόδου νὰ ὦσι συντεταγμένοι οἱ λεπτομερεῖς Κανονισμοὶ οἱ ἀφορῶντες εἰς τὰς ὡς ἄνω μνημονευόμενας εὐκολίας καὶ ὅπως ἀνταλλαγαὶ ἀπόψεων ἐπὶ τῆς ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν λάβουν χώραν.

Ὅμοιως ἀπεφασίσθη ὅπως 30 ἡμέρας πρὸ τῆς προσεχούσης συνόδου ἀνταλλαγῶσι παρ' ἀμφοτέρων τῶν πλευρῶν τὰ κείμενα τῶν σχεδίων τῶν προρρηθέντων Κανονισμῶν.

Ἀνεξαρτήτως χρόνου συντάξεως τῶν λεπτομερῶν τούτων κανονισμῶν, οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ οἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι δύνανται ν' ἀσκῶσι τὸ ἐπάγγελμα τῶν εἰς τὴν ἕμωρον ζώνην, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 11 τῆς Συμφωνίας.

Γ) Διόρθωσις τυπογραφικῶν λαθῶν ἐν τῷ κειμένῳ τοῦ ἄρθρου 10 τῆς Συμφωνίας.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισε νὰ προτείνῃ εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις τὴν διόρθωσιν τοῦ λάθους τοῦ τυπογραφικοῦ ὡς ἀκολούθως :

Ἄρθρον 10, ἐδάφιον 1 :

Ἀντικαταστήσατε τὰς λέξεις «ἄρθρα 8» διὰ τῶν λέξεων «ἄρθρον 9».

Υ) Προσδιορισμὸς τῆς ἐποχῆς τῆς δευτέρας τακτικῆς συνόδου.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισε ὅπως ἡ δευτέρα τακτικὴ σύνοδος συνέλθῃ τὸ μῆνα Ἰουνίου 1960 εἰς Σκόπια. Ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία θὰ καθορισθῇ βάσει αλληλογραφίας μεταξύ τῶν δύο Προέδρων.

Ἐγένετο ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 16ην Φεβρουαρίου 1960 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀποστολῆς τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀποστολῆς

ΕΣΩΤΕΡΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

Τῆς διαρκοῦς μικτῆς ἐπιτροπῆς τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 25 τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν παραμεθόριον συγκοινωνίαν συμφωνίας μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ὁμοσπύδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, τῆς 18 Ἰουνίου 1959.

Ἄρθρον 1.

Ἡ διαρκῆς μικτὴ ἐπιτροπὴ (ἀναφερομένη ἐν τῷ παρόντι κειμένῳ ὑπὸ τὴν ἀπλὴν ὀνομασίαν «Ἐπιτροπὴ») ἀσχολεῖται μετὰ τὴν ἀκριβῆ ἐφαρμογὴν τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν παραμεθόριον συγκοινωνίαν Συμφωνίας μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ὁμοσπύδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας τῆς 18ης Ἰουνίου 1959, ρυθμίζει ὅλα τὰ ζητήματα ἄμεσα ἐνδεχομένου θὰ ἠδύναντο ν' ἀναφανῶσι καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐρμησίαν καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμφωνίας καὶ ὑποβάλλει προτάσεις εἰς τὰς Κυβερνήσεις διὰ τὴν ἐν ἐφαρμογῇ, τῇ πλέον εὐνοϊκῇ, θέσει τῆς παραμεθόριου συγκοινωνίας.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἐπιτροπὴ συντίθεται, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 25 τῆς Συμφωνίας, ἐξ ἑξ (6) μελῶν, ἐξ ὧν τρία (3) ὑποδεικνύονται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τὰ ἄλλα τρία (3) ὑπὸ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Κυβερνήσεως.

Αἱ ἐνδεχομένως ἐπινεχθίσιμα τροποποιήσεις εἰς τὴν σύνθεσιν τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ φέρονται εἰς γνώσιν τοῦ ἑτέρου συμβαλλομένου Μέρους διὰ τῆς κανονικῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Ἐκάστη Ἀποστολὴ τῆς Ἐπιτροπῆς ἔχει τὸν Πρόεδρόν της. Αὕτη δύναται ἐπίσης νὰ περιλαμβάνῃ καὶ τὸν ἀναγκαῖον ἀριθμὸνπραγματογνομῶν καὶ τεχνικοῦ προσωπικοῦ.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέργηται εἰς τακτικὰς συνόδους δις τοῦ ἔτους, διαζευκτικῶς εἰς Σκόπια καὶ εἰς Θεσσαλονίκην. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ προσδιορίζεται ἡ ἐποχὴ τῆς ἐπομένης συνόδου, ἧς ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία καὶ ἡ ἡμερησία διάταξις θὰ καθορίζονται κατόπιν συμφωνίας τῶν Προέδρων τῶν Ἀποστολῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, εἴτε δι' ἀπευθείας συνεννοήσεως, εἴτε διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ.

Κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον θὰ λαμβάνουν χώραν αἱ ἐπαφαὶ μεταξύ τῶν Ἀποστολῶν τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὴν ἀνταλλαγὴν ἀμοιβαίως πληροφοριῶν κατὰ τὸ ἐνδιάμεσον διάστημα ὑπερ διατρέχει μεταξύ τῶν δύο συνόδων.

Κατόπιν αἰτήσεως τῆς μίας τῶν Ἀποστολῶν καὶ ἐντὸς προθεσμίας 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς αἰτήσεως, δύναται νὰ συγκληθῇ ἑκτακτος σύνοδος τῆς Ἐπιτροπῆς. Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀποστολῆς ὅστις θὰ ἐξήτει τὴν ἑκτακτον σύνοδον, θὰ διαβιβάσῃ δι' ἐπιστολῆς εἰς τὸ ἕτερον μέρος πρότασιν ἐπὶ τῆς ἡμερησίας διατάξεως καὶ ἐπὶ τοῦ τόπου τῆς συνόδου. Τὸ ἕτερον μέρος ὀφείλει ν' ἀπαντήσῃ εἰς τὴν πρότασιν αὐτὴν ἐντὸς προθεσμίας 10 ἡμερῶν. Εἰς ἣν περίπτωσιν τὸ ἕτερον μέρος δὲν θὰ συνεχῶνται εἰς τὴν σύγκλησιν τῆς ἑκτακτου συνεδριάσεως, τὸ θέμα τοῦτο θὰ διευθετῆται διὰ τῆς κανονικῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ. Εἰς ἣν περίπτωσιν τὸ ἕτερον μέρος θὰ συνεχῶνται ἐπὶ τῆς συγκλήσεως τῆς ἑκτακτου συνόδου πλὴν δὲν θὰ συνεχῶνται ἐπὶ ὅλων τῶν σημείων τῆς ἡμερησίας διατάξεως ἧτις προτείνεται, ἡ ἡμερησία διάταξις θ' ἀποφασίζεται ὀριστικῶς κατ' αὐτὴν ταύτην τὴν συνεδρίασιν τῆς Ἐπιτροπῆς.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνόδου, ἕκαστον τῶν Μερῶν θὰ πληροφορήσῃ τὸ ἕτερον περὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν κατὰ τὴν προηγηθεῖσαν σύνοδον ληφθεῖσων ἀποφάσεων, τοῦτο δὲ θ' ἀποτελῇ εἰδικὸν θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως.

Ἄρθρον 4.

Αἱ συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ προεδρεύονται ἐναλλακτικῶς ἀπὸ τοὺς Προέδρους τῶν δύο Ἀποστολῶν. Ὁ πρῶτος, ὅστις θὰ προεδρεύσῃ, θὰ εἶναι ὁ Πρόεδρος τῆς Ἀποστολῆς τῆς χώρας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῆς ὁποίας θὰ λάβῃ χώραν ἡ σύνοδος.

Ἄρθρον 5.

Αἱ συνεδριάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνουν χώραν κατὰ τὰς ἐργασίμους ἡμέρας καὶ ἐπὶ ἐξαιρετικῶν περιπτώσεων κατὰ ἑορτασίμους ἡμέρας, κατόπιν συμφωνίας μεταξύ τῶν δύο Μερῶν.

Αἰτήσῃ τοῦ ἑνὸς τῶν Μερῶν, δύναται νὰ γίνῃ μεταξύ τῶν διαφόρων συνεδριάσεων μίαν ἀναστολὴ διαρκείας 24 ὡρῶν, καὶ κατόπιν κοινῆς συμφωνίας μεταξύ ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν, διὰ μίαν διάρκειαν 48 ὡρῶν.

Ἄρθρον 6.

Τὰ ἔξοδα ἐπιπλώσεως γραφεῖου κλπ. διὰ τὰς συνεδριάσεις εἶναι εἰς βάρος τῆς χώρας ἐνθα λαμβάνουν χώραν. Τὰ ἔξοδα τῶν Ἀποστολῶν καὶ τῶν μελῶν αὐτῶν εἶναι εἰς βάρος τῆς χώρας ἣν ἀντιπροσωπεύουν.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἐπίσημος γλῶσσα τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ γαλλικὴ.

"Αρθρον 8.

Διά κάθε σύνοδον τῆς Ἐπιτροπῆς θὰ συντάσσεται κοινὸν πρακτικὸν ὅπερ θὰ φέρει ἐνδεικτικῶς τὸν ἀριθμὸν τῆς τάξεως τῆς συνόδου. Τὸ πρωτόκολλον θὰ συντάσσεται εἰς δύο πρωτότυπα εἰς τὴν γαλλικὴν ἄτινα θὰ υπογράφονται ὑπὸ τῶν δύο Προέδρων τῶν Ἀποστολῶν.

"Αρθρον 9.

Αἱ ἀποφάσεις τῆς Ἐπιτροπῆς λαμβάνονται ὁμοφώνως καὶ ὑποβάλλονται δι' ἔγκρισιν εἰς τὰς δύο Κυβερνήσεις. Ἐπίσης ὑποβάλλονται εἰς τὰς Κυβερνήσεις τὰ ζητήματα δι' ἃ ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν ἠδυνήθη καὶ συμφωνήσῃ.

Αἱ ἐκθέσεις ἐπὶ τῶν ζητημάτων τούτων ὑποβάλλονται μετὰ τῶν δεδικαιολογημένων ἀπόψεων ἐκάστης Ἀποστολῆς καὶ προσαρτῶνται ὡς συμπληρώματα εἰς τὸ κοινὸν πρωτόκολλον.

"Αρθρον 10.

Εἰς ἡνπερίπτωσιν ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελε κρίνει ὠφέλιμον διὰ τὸν κανονισμὸν ὡς οἶόν τε τάχιστα τῶν ζητημάτων ἄτινα ἐνδεχομένως ἤθελον ἀναφανῶσι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας, δύναται νὰ μεταβῇ ἐπὶ τόπου εἰς τὰς ἐν τῇ Συμφωνίᾳ περιγραφόμενας περιοχάς.

Οἱ Πρόεδροι τῶν δύο Ἀποστολῶν διὰ κοινῆς συμφωνίας δύναται νὰ διορίσουν ἐν ἡ πλείονα μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς, κατ' ἴσον ἀριθμὸν καὶ ἐκ τῶν δύο πλευρῶν, μετὰ τὰ αὐτὰ δικαιώματα ἄτινα καθορίζονται ἐν τῇ 1 παραγράφῳ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

"Αρθρον 11.

Τὰ μέλη τῶν Ἀποστολῶν, οἱ πραγματοποιώμενοι καθὼς καὶ τὸ τεχνικὸν προσωπικὸν τῆς Ἐπιτροπῆς ἀπολαύουν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους καὶ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ χρόνου τῆς ἀσκήσεως τῶν καθηκόντων αὐτῶν τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν ὡς καὶ αἱ ἀλλοδαπαὶ διπλωματικαὶ ἀποστολαί.

Ἡ ἀλληλογραφία, τὰ ἔγγραφα καὶ ἀρχεῖα τῶν Ἀποστολῶν ἀπολαύουν τοῦ ἀπαραβιάστου, συμφώνως πρὸς τοὺς διθνηεῖς κανονισμοὺς περὶ τοῦ διπλωματικοῦ ταχυδρομείου.

Αἱ προσωπικαὶ ἀποσκευαί, μέσα μεταφορᾶς καθὼς καὶ τὸ ὕλικὸν ἐργασίας ἐξαιροῦνται τελωνειακῶν τελῶν ὑπὸ τὸν ὄρον τῆς ἐπιστροφῆς εἰς τὴν ἀντίστοιχον χώραν, κατὰ τὸ τέλος τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

"Αρθρον 12.

Ὁ παρὼν Κανονισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ συμπληρωθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν παρουσιάζετο ἀνάγκη, εἰς τὴν περίπτωσιν δὲ ταύτην δέον νὰ τηρηθῶσιν αἱ αὐταὶ διατυπώσεις διὰ τὴν ἔγκρισιν ἢ τὴν ἐν ἰσχύϊ θέσιν τῶν τροποποιητικῶν ἢ συμπληρωματικῶν διατάξεων.

"Αρθρον 13.

Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς μετὰ τὴν ἔγκρισιν αὐτοῦ ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων ἀλλὰ θὰ ἐφαρμόζεται προσωρινῶς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ὑπογραφῆς του.

Ἐγένετο ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 16 Φεβρουαρίου 1960 εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀποστολῆς

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀποστολῆς

ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑ

ἀποστολῆς, παραδόσεως καὶ λήψεως ἐγγράφων ἐξυπηρετούντων τὴν παραμεθόριον συγκοινωνίαν καὶ ἀλληλογραφίαν γενικῶς μετὰ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 19 τῆς Συμφωνίας.

1. Τὰ δελτία παραμεθόριου συγκοινωνίας παραδίδονται διὰ θεώρησιν εἰς τὰς ἀρχὰς ἐλέγχου συνόρων καθορισθέντων ἐν τῇ Συμφωνίᾳ, κατὰ τὴν κάτωθι διαδικασίαν :

α) Παραδίδεται ἐσφραγισμένον δέμα περιέχον τὰ ἔγγραφα τῆς παραμεθόριου συγκοινωνίας μετ' ἀποδείξεως

συντεταγμένης ἐπὶ φύλλου εἰς δύο δεδιπλωμένου, συντεταγμένου ἐπὶ τοῦ ἐνὸς ἡμίσεως μέρους τοῦ φύλλου εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ ἐνὸς μέρους καὶ ἐπὶ τοῦ ἐτέρου εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ ἐτέρου ἀντιστοίχου συμβαλλομένου Μέρους.

β) Ἐπὶ τοῦ δέματος ἀναγράφεται ὁ τίτλος τῆς ἀποστολλούσης Ὑπηρεσίας, ὁ ἀριθμὸς τοῦ δέματος καὶ ἡ διεύθυνσις τῆς παραλήπτιδος Ὑπηρεσίας. Αἱ ἐνδείξεις αὗται ἀναγράφονται εἰς τὰς δύο ἐπίσημους γλώσσας τῶν συμβαλλομένων Μερῶν, ἤτοι ἐπὶ τῆς μιᾶς πλευρᾶς εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ ἐνὸς Μέρους καὶ εἰς τὴν ἄλλην εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

γ) Ὁ λαμβάνων τὸ δέμα ὑπογράφει τὴν ἀπόδειξιν κάτωθι τοῦ κειμένου τοῦ εἰς τὴν γλῶσσαν αὐτοῦ ἀναγραφόμενου καὶ ἐπιστρέφει τὴν ἀπόδειξιν ταύτην εἰς τὸ πρόσωπον παρ' οὗ ἔλαβε τὸ δέμα (τύπος 1).

2. Ἐν συνεχείᾳ τὸ δέμα ἀφικνεῖται εἰς τὴν ὑπεύθυνον ἀρχὴν ἣτις τὸ ἀποσφραγίζει. Ἐν τῷ δέματι δέον ὅπως εὐρίσκηται ἐπιστολὴ προερχομένη παρὰ τῆς ἀποστολλούσης ἀρχῆς καθὼς καὶ κατάλογος εἰς τριπλοῦν, δεόντως τεθεωρημένος, τῶν ἐν τῷ δέματι περιεχομένων ἐγγράφων παραμεθόριου συγκοινωνίας. Τόσον οἱ κατάλογοι ὅσον καὶ αἱ ἐπιστολαὶ δέον νὰ ὦσι συντεταγμέναι ἐπὶ δεδιπλωμένου εἰς δύο χάρτου εἰς τὰς ἐπίσημους γλώσσας τῶνδύο συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ ἐκάστου ἡμιφύλλου (τύπος 2).

3. Ἡ ὑπεύθυνος ἀρχὴ ἐξακριβώνει ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν τὴν παραμεθόριον συγκοινωνίαν ἐξυπηρετούντων ἐγγράφων καὶ περιεχομένων ἐν τῷ δέματι συμφωνεῖ μετὰ τὸν ὅστις φέρεται εἰς τοὺς καταλόγους. Ἐπιστρέφει ἀντίγραφον τοῦ καταλόγου, συνοδευόμενον ὑπὸ ἐπιστολῆς, πρὸς τὴν ἀρχὴν ἣτις ἀπέστειλε τὸ δέμα.

4. Ἡ ὑπεύθυνος ἀρχὴ θεωρεῖ τὰ ληφθέντα ἔγγραφα ἐπὶ τῶν δύο στηλῶν τῶν ἀντιστοιχιζουσῶν ἐν τοῖς ἐγγράφοις τούτοις πρὸς τὰς ἐπίσημους γλώσσας ἀμφοτέρων τῶν συμβαλλομένων Μερῶν (τύπος 3).

5. Ἡ ἀρμοδιὰ ἀρχὴ, ἡ θεωρήσασα, ἐπιστρέφει τὰ ἔγγραφα τῆς παραμεθόριου συγκοινωνίας τεθεωρημένα ἢ οὐ, διατεταγμένα εἰς δέματα καὶ συνοδευόμενα δι' ἀντίγραφου τοῦ καταλόγου καὶ συνοδευτικῆς ἐπιστολῆς.

6. Ἡ ἀρχὴ ἣτις ἐνήργησε τὴν θεώρησιν κρατεῖ εἰς τὰ ἀρχεῖα αὐτῆς τὸν τρίτον ἀντίγραφον τοῦ καταλόγου.

7. Εἰς ἡν περίπτωσιν ἡ ἀρμοδιὰ ἀρχὴ δὲν θὰ ἐθεώρει ὀρισμένον ἀριθμὸν ἐγγράφων ἐξυπηρετούντων τὴν παραμεθόριον συγκοινωνίαν, ὑποχρεοῦται νὰ ἐκθέσῃ, ἐν τῇ συνοδευτικῇ ἐπιστολῇ τῶν ἐπιστρεφόμενων εἰς τὴν ἐτέραν ἀρχὴν ἐγγράφων, τὰ αἴτια τῆς μὴ παραχωρήσεως θεωρήσεως. Ἡ ἐπιστολὴ αὕτη καθὼς καὶ ὀλόκληρος ἡ ἀλληλογραφία θὰ συντάσσονται ἐπὶ φύλλου χάρτου δεδιπλωμένου εἰς δύο εἰς τὰς ἐπίσημους γλώσσας τῶν συμβαλλομένων Μερῶν καὶ θὰ ὑπογράφονται ὑπὸ τὰ κείμενα ἀμφοτέρων τῶν γλωσσῶν.

8. Κάτωθι ἐκάστης ὑπογραφῆς δέον νὰ ᾖ εὐκρινῶς ἀναγεγραμμένον τὸ ἐπώνυμον καὶ ὄνομα τοῦ ὑπογράφοντος.

9. Εἰς τὴν παρούσαν ἐπισυνάπτονται οἱ τύποι ἀρ. 1, 2 καὶ 3.

Ἐγένετο ἐν Θεσσαλονίκῃ, τὴν 16 Φεβρουαρίου 1960, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Ἑλληνικῆς Ἀποστολῆς

Ὁ Πρόεδρος
τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀποστολῆς

Ἐπίσημος Τύπος 1ον

(Γλῶσσα ἐπίσημος ἐνὸς Μέρους)

(Ἐπίσημος γλῶσσα τοῦ ἐτέρου Μέρους)

..... (X)

Ἀπόδειξις

Ὁ κάτωθι ὑπογεγραμμένος δηλοῖ ὅτι παρέλαβον τὰ κάτωθι ἔγγραφα :

..... ἐσφραγισμένα δέματα ὑπ' ἀριθμὸν

..... ἐσφραγισμένα δέματα ὑπ' ἀριθμὸν

ἀπευθυνόμενα πρὸς

Ἐν.....τῇ.....196.

(Υπογραφή του υπαλλήλου ἡστις παρέλαβε)

X) Τίτλος του ὄργάνου ἐλέγχου συνόρων.

XX) Ὑπηρεσία πρὸς ἣν ἀπευθύνεται τὸ προαναφερόμενον ἔγγραφο.

Ὑπόδειγμα 2ον

.....(X) Ἐπίσημος γλῶσσα
τοῦ ἑνὸς Μέρους)

(Ἐπίσημος γλῶσσα τοῦ ἑτέρου μέρους)

ΟΝΟΜΑΣΤΙΚΟΣ ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ

τῶν δικαιούχων ἐγγράφων παραμεθορίου
συγκοινωνίας ἀποστελλομένων διὰ θεώ-
ρησιν

πρὸς..... (XX)

Αἰξ. ἀριθμ. Ὀνοματεπώνυμον Πατρώνυμον Φύσις καὶ ἀ-
ριθμὸς τοῦ ἐγ-
γράφου παρα-
μεθορίου συγ-
κοινωνίας

Ἐν.....τὴν.....196..

(Τ.Σ.) Ὁ Προϊστάμενος . (X)

Ὑπογραφή

X) Ἐνδείξεις τοῦ τίτλου τῆς Ὑπηρεσίας τῆς
ἀπέστελλούσης τὸ ἔγγραφο παραμεθορίου
διὰ θεώρησιν.

XX) Ὑπηρεσία πρὸς ἣν ἀπευθύνεται τὸ προ-
αναφερόμενον ἔγγραφο

Ὑπόδειγμα 3ον

(Ἐπίσημος γλῶσσα τοῦ ἑνὸς Μέρους)

(Ἐπίσημος γλῶσσα τοῦ ἑτέρου Μέρους)

Διέλευσις διὰ τῶν συνόρων ἐπετράπη.

Ἐν.....τῇ.....196..

(Τ.Σ.) Ὑπογραφή

(2)

A.Π. Φ010]M]1838

Περὶ ἐγκρίσεως τοῦ ἐν Βελιγραδίῳ ὑπογραφέντος πρακτικοῦ
τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τῆς συσταθείσης βάσει
τῆς διὰ τοῦ Ν. Δ. 4004]1959 κυρωθείσης Συμβάσεως.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — ΣΥΓΚΟΙΝΩ-
ΝΙΩΝ — ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 25 τῆς ἐν Ἀθήναις ὑπο-
γραφείσης τὴν 18ην Ἰουνίου 1959 Συμφωνίας περὶ μεθο-
ριακῆς ἐπικοινωνίας μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος
καὶ τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λατικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγ-
οσλαβίας, κυρωθείσης διὰ τοῦ Ν.Δ. 4004]1959, δημο-
σιευθέντος εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 241]1959 φύλλον τῆς Ἐφημε-
ρίδος τῆς Κυβερνήσεως. Ἀποφασίζομεν :

Ἐγκρίνομεν ὡς ἔχει καὶ ἐν τῷ συνόλω του ἐν Βε-
λιγραδίῳ ὑπογραφέν τὴν 7 Ἰουλίου 1960 Πρακτικὸν ἀρ.
2 τῆς II Τακτικῆς Συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἐπιτρο-
πῆς τῆς συσταθείσης βάσει τοῦ ἄρθρου 25 τῆς περὶ μεθο-
ριακῆς ἐπικοινωνίας Συμφωνίας, ὡς καὶ τὸ εἰς τὸ Πρακτι-
κὸν προσηρημένον ὑπ' ἀριθ. 1 παράρτημα.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 8ῃ Ἰανουρίου 1962

Οἱ Ὑποῦργοι

Ἐξωτερικῶν Οἰκονομικῶν Συγκοινωνιῶν Ἐμπορίου
Ἐξάγ. Ἀβέρωφ Τοσίτσας Σπ. Θεοτόκης
Δημήτρ. Βρανόπουλος Π. Πιπινέλης

PROCES — VERBAL No 2

De la II Session régulière de la Commission mixte permanente, établie à la base de l' article 25 de l' Accord relatif au Trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République populaire Fédérative de Yougoslavie, au 18 Juin 1959, qui a eu lieu du 25 Juin au 7 Juillet 1960 à Skopje.

Présents à la Session étaient:

De la Partie Grecque:

Diangélakis Nikolaos, Président de la Délégation, Anapliotis Ioannis, membre de la Délégation, Georgiopoulos Konstantinos, membre de la Délégation Tsurkas Kléovoulos, expert, Vlangopoulos Vlasios, expert, Papadopoulos Evángelos, expert, Elefthériadis Vasilios, expert, Haloulos Spyros, interprète.

De la partie Yougoslave:

Micetic Franjo, Président de la Délégation, Trpevski Dimitar, membre de la Délégation, Apostolski Zivko membre de la Délégation, Dozic Savo, expert,.

2. Paunovski Boeko, interprète,

1. Filipovic Jakov, expert.

La Commission permanente mixte a adopté l'ordre du jour suivant:

I. Vue générale de la manière de fonctionnement du Trafic frontalier jusqu'à présent.

II. Certaines questions concernant l'émission et le remplissage des documents pour le passage frontalier.

III. Mesures à prendre dans le but de faciliter le Trafic frontalier.

IV. Trafic des habitants des villes Florina et Bitola.

V. Elaboration d'un règlement sur les facilités aux médecins, vétérinaires et sage-femmes diplômées et manière d'échange mutuel des informations sanitaires.

VI. Fixation de la III Session régulière de la Commission permanente mixte.

Après avoir adopté l'ordre du jour ci-haut, la Commission a examiné les questions exposées et a apporté les décisions suivantes:

I. Vue Générale de la Manière du Fonctionnement du Trafic Frontalier Jusqu'à Présent

La Commission a constaté que le trafic frontalier a commencé et qu'il se développe normalement.

La Commission a également constaté que toutes ses décisions de la I Session régulière ont été exécutées de la part des deux Parties.

II. Certaines questions concernant l'émission et le remplissage des documents pour le passage frontalier

1. Emission des documents aux propriétaires outre-frontière et leur mise en possession.

La Commission a constaté que les autorités compétentes locales des deux côtés ont été mises en connaissance avec les listes définitives des propriétaires outre-frontière, que les délégations ont reçues de leurs Gouvernements.

Il a été également constaté que les personnes citées dans ces listes reçoivent déjà des documents pour le passage de la frontière, afin de cultiver leurs propriétés.

A fin de faciliter la mise en possession des propriétaires outre-frontière dans leurs propriétés, les deux délégations ont décidé que les propriétaires outre-frontière à leur arrivée sur place se présentent devant les autorités locales compétentes, qui les introduiront dans la propriété. Pour la mise en possession des propriétaires outre-frontière grecs dans leurs propriétés,

sont compétents sur le territoire yougoslave les conseillers des communes dans la localité habitée, dans la région de laquelle se trouve leur propriété. Pour la mise en possession dans la propriété des propriétaires outre-frontière yougoslaves sur le territoire grec, sont compétents les présidents des communes, dans la région desquelles se trouvent leurs propriétés.

2. Remplissage de certaines rubriques dans les documents de passage de la frontière.

La Commission a constaté que les autorités compétentes pour délivrer et viser les documents du trafic frontalier ont fait quelques omissions au point de vue de leur remplissage. Afin d'éviter ces omissions à l'avenir, la Commission a pris les décisions suivantes :

a) La Commission a décidé que dans tous les documents du trafic frontalier soit indiquée la «profession» du titulaire du document.

b) Il a été décidé que la «taille» soit complétée par les désignations «petite», «moyenne» et «haute». Il a été également décidé que les rubriques des «signalements de la personne» : «moustaches», «barbe» et signes particuliers» soient remplies par les désignations «sans» - «avec».

c) Il faut remplir toutes les rubriques que le document contient.

d) Porter dans les documents des mariés seulement les noms de famille, qu'ils possèdent légalement.

e) Les titulaires des documents pour le trafic frontalier peuvent les signer après visa.

f) Il est également décidé que lors du prolongement de la validité du document soit appliquée la même procédure que lors du visa de celui-ci.

g) L'inscription des noms des villages et des localités habitées se fera selon les désignations de ces villages et localités habitées, comme il a été fixé dans l'annexe I, chapitre B de l'Accord.

III. Mesures à prendre dans le but de faciliter le trafic frontalier.

1) Passage de la frontière par moyens de transport motorisés personnels.

Les titulaires des documents pour le trafic frontalier pourront, conformément à l'article 6 de l'Accord, passer la frontière avec des moyens de transport motorisés personnels. Le passage de la frontière avec ces moyens est autorisé sans possession de documents internationaux particuliers pour le véhicule et le conducteur.

Lors du premier passage de la frontière avec les moyens de transport motorisés personnels, l'employé de douane au passage frontalier mettra un sceau spécial sur le document du propriétaire de ce moyen. Ce sceau sera appliqué sur la dernière page du document, qui porte la désignation «contrôle de douane». Ce sceau contiendra dans la langue officielle des deux Parties les indications suivantes :

Le numéro du permis national du conducteur,
La marque et le type du véhicule,
L'année de la production,
Le numéro du moteur - le châssis,
Le type et le numéro du side-car,
Le nombre total des roues et des pneus,
Radio - «sans» - «avec»,
Le numéro de registration du véhicule,

L'employé de douane,

Signature :

Dans les cas quand ces personnes passent la frontière sans leur propre véhicule motorisé, l'employé douanier compétent tiendra une évidence spéciale de ceci et ne le portera pas dans le document.

Le propriétaire du véhicule motorisé pourra passer la frontière seulement personnellement avec son véhicule motorisé et transporter les membres de sa famille.

2) Adaptation de l'itinéraire des chemins de fer et liaisons des habitants avec les lignes des autobus.

a) Pour le développement le plus avantageux du trafic frontalier, les Délégations se sont mises d'accord de proposer aux autorités compétentes d'étudier la possibilité de l'adaptation de la communication locale des chemins de fer aux besoins des bénéficiaires du trafic frontalier.

b) Les délégations se sont mises également d'accord de proposer aux autorités compétentes l'étude de la possibilité des liaisons des habitants avec les lignes des autobus, avec le but de faciliter les trafic frontalier, vu que la Commission n'est pas compétente d'apporter une décision au sujet de cette question.

3) Interprétation de l'article 5, alinéa 4, de l'Accord du trafic frontalier.

La Commission a décidé que le temps du passage de la frontière prévu dans l'article 5, alinéa 4 de l'Accord, soit concrétisé en mois et heures, soit :

	Temps grec	Temps yougoslave
Janvier et décembre	7,30-19	6,30-18
Février et novembre	7,00-18	6,00-17
Mars, septembre, octobre	6,00-20	5,00-19
Avril et août	5,00-20	4,00-19
Mai, juin et juillet	5,00-21	4,00-20

Exceptionnellement, quand les bénéficiaires du trafic passent la frontière par les voies des chemins de fer, le temps du passage de la frontière commence ou se termine depuis le temps du passage du train, tenant compte de l'itinéraire international des trains-voyageurs.

Dans le cas où le train retarde, les autorités compétentes à ces passages sont obligées de rester à leur poste jusqu'au passage du train.

4) Autres facilités douanières.

La Commission a décidé que tous les objets qui sont prévus par l'article 9, point 3, sous «ce» et «d» de l'Accord, soient retournés dans la zone domicile dans un délai de 20 (vingt) jours, depuis le jour du transport de ces objets dans la zone avoisinante.

IV. Trafic des Habitants des Villes Florina et Bitola.

La Commission a pris connaissance des points de vue des deux Délégations, concernant la question de l'interprétation des stipulations de l'Accord qui se rapportent au trafic des habitants des villes Florina et Bitola.

La Commission a décidé d'étudier de nouveau la question ci-dessus.

Jusqu'à décision définitive de la question ci-haut, et pour donner la possibilité du trafic des habitants des villes Florina et Bitola, il a été convenu que le trafic de ces habitants se fasse seulement entre ces villes.

Cet accord provisoire n'influencera pas la résolution définitive de la question visée ci-haut.

V. Elaboration d'un règlement des facilités pour les médecins, vétérinaires et sage-femmes diplômées et échange mutuel d'informations sanitaires.

1) La Commission a adopté le Règlement des facilités pour les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées, annexé à ce procès-verbal (annexe No 1).

2) Il a été convenu que la décision au sujet de la question d'échange mutuel d'informations, citées ci-dessus, soit apportés à la Session régulière suivante de la Commission.

VI. Fixation de la III session régulière de la commission.

La Commission a décidé que la III Session régulière ait lieu au courant de Février 1961 à Thessaloniki. La date exacte sera fixée ultérieurement, par échange de lettres entre les deux présidents.

Fait à Skopje, le 7 Juillet 1960, en deux exemplaires

Le Président de la Délégation hellénique Diangelakis Nicolaos	Le Président de la Délégation yougoslave Micetic Franjo
---	---

Annexe No 1

Règlement

concernant les facilités à accorder aux médecins, aux vétérinaires et aux sage-femmes diplômées dans l'exercice de leur profession dans la zone frontière limitrophe de l'autre Partie contractante, établi conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2 de l'Accord relatif au trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie, en date du 18 Juin 1959.

Article 1

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées autorisés à exercer leur profession et munis de cartes frontière pourront, dans des cas urgents, et notamment en cas d'accidents, exercer leur profession dans la zone frontière limitrophe de l'autre contractante.

Article 2

Dans l'exercice de leur profession pour les cas visés au premier article du présent Règlement, les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées devront observer les lois et les règlements en vigueur dans la zone frontière limitrophe.

Article 3

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées pourront, en vue de l'exercice de leur profession dans les cas visés au premier article du présent Règlement, passer la frontière par tout moyen de transport et à toute heure du jour par les passages fixés.

Dans les cas urgents concomitants, les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées pourront, pour exercer leur profession, passer aussi dans les villages voisins du secteur avoisinant.

Pendant la nuit, les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées du secteur II et V pourront passer la frontière par les passages internationaux routiers et des voies ferrées pour exercer leur profession dans les secteurs correspondants, cités ci-haut.

Article 4

Lorsque, dans les cas visés au premier article du présent Règlement, les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées sont accompagnés de conducteurs de véhicules, cochers ou chauffeurs, ceux-ci doi-

vent être munis de carte frontière, ou dans des cas urgents, de permis de passage.

Article 5

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées seront autorisés d'exporter de la zone frontière de leur domicile dans la zone frontière limitrophe un montant de Drachmes 350.-, respectivement de Dinars 3.500.- par mois.

Article 6

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées pourront emporter avec eux dans la zone frontière limitrophe, sans avoir à acquitter aucun droit de douane, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, instruments, bandages, médicaments, etc..., et cela en quantités proportionnées aux besoins pour lesquels leur assistance a été demandé. Les stupéfiants pourront être transportés qu'en quantités minima, réparties en doses thérapeutiques.

Les objets visés au paragraphe précédent devront, dans chaque cas concret, être portés sur une liste qui sera visée par les autorités douanières de frontière du pays d'exportations et, lors du passage de la frontière dans la zone limitrophe, déposée auprès des autorités douanières de frontière de l'autre Partie contractante.

Article 7

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées seront invités à se rendre dans la zone frontière limitrophe en vue de l'exercice de leur profession conformément au présent Règlement par l'intermédiaire soit des habitants des zones frontières munis de documents servant au passage de la frontière, soit des postes frontières, soit encore de toute autre manière appropriée.

Les commandants des postes frontières accorderont toute facilité pour accélérer la remise de l'invitation aux personnes visées ci-haut et leur circulation.

Article 8

Les médecins, les vétérinaires et les sage-femmes diplômées seront autorisés, lors de chaque passage, de transférer dans leur pays le montant des honoraires reçus au titre des services rendus dans l'exercice de leur profession dans la zone limitrophe et celui des frais réalisés y afférents, indemnités journalières, frais de voyage, médicaments, etc....

Lorsque le montant des honoraires et frais réalisés par les médecins, vétérinaires et sage-femmes diplômées est supérieur à Drachmes 400. respect. à Dinars 5.000., ceux-ci doivent posséder un certificat des Services sanitaires compétents, attestant que les montants reçus à titre d'honoraires et de frais réalisés, correspondent au caractère de leur service.

Article 9

En cas de besoin, ce Règlement pourra être modifié ou complété de la part de la Commission.

Article 10

Ce Règlement entrera en vigueur quand il sera approuvé par les deux Gouvernements, mais il sera provisoirement appliqué depuis le jour de sa signature.

FAIT à Skopje, le 7 Juillet mille neuf cent soixante en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la
Délégation Hellénique
Diangelakis Nikolaos

Le Président de la
Délégation Yougoslave
Micetic Franjo

ΜΕΤΑΦΡΑΣΙΣ

ΠΡΑΚΤΙΚΟΝ Ἀρ. 2

Τῆς II τακτικῆς συνόδου τῆς διαρκοῦς μικτῆς ἐπιτροπῆς, συσταθείσης βάσει τοῦ ἄρθρου 25 τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν μεθοριακὴν συγκοινωνίαν συμφωνίας τῆς 18ης Ἰουνίου 1959, μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Βασιλείου καὶ τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἥτις ἔλαβε χώραν ἀπὸ τῆς 25ης Ἰουνίου μέχρις 7ης Ἰουλίου 1960 εἰς Σκόπια.

Παρόντες κατὰ τὴν σύνοδον ἦσαν :

Ἐκ τῆς ἑλληνικῆς πλευρᾶς :

Διαγγελάκης Νικόλαος, πρόεδρος τῆς ἀποστολῆς,
Ἀναπλιώτης Ἰωάννης, μέλος τῆς ἀποστολῆς,
Γεωργιόπουλος Κωνσταντῖνος, μέλος τῆς ἀποστολῆς,
Τσοῦρκας Κλεόβουλος, πραγματογνώμων,
Βλαγγόπουλος Βλάσιος, πραγματογνώμων,
Παπαδόπουλος Εὐάγγελος, πραγματογνώμων,
Ἐλευθεριάδης Βασίλειος, πραγματογνώμων,
Χαλοῦλος Σπύρος, διερμηνεὺς

Ἐκ τῆς γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς :

Μίτσετιτς Φράνγιο, πρόεδρος τῆς ἀποστολῆς,
Τρπτσέφσκι Δίμιταρ, μέλος τῆς ἀποστολῆς,
Ἀποστόλσκι Ζίβκο, μέλος τῆς ἀποστολῆς,
Ντόζιτς Σάβο, πραγματογνώμων,
Φιλίποβιτς Γιάκοβ, πραγματογνώμων,
Παουνόβσκι Μποέκο, διερμηνεὺς.

Ἡ διαρκὴς μικτὴ ἐπιτροπὴ ἐπεψήφισε τὴν ἀκόλουθον ἡμερησίαν διάταξιν :

I. Γενικὴ ἐπισκόπησις τοῦ τρόπου λειτουργίας τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας μέχρι τοῦ παρόντος.

II. Ὁρισμένα θέματα ἀφορῶντα τὴν ἔκδοσιν καὶ συμπλήρωσιν τῶν ἐγγράφων διὰ τὴν συνοριακὴν διόδον.

III. Ληπτέα μέτρα ἐπὶ σκοπῷ διευκολύνσεως τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας.

IV. Συγκοινωνία τῶν κατοίκων τῶν πόλεων Φλώρινα καὶ Βιτόλα.

V. Ἐπεξεργασία κανονισμοῦ ἐπὶ τῶν εὐκολιῶν τῶν ἱατρῶν, κτηνιάτρων καὶ διπλωματούχων μαζῶν καὶ τρόπου ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν.

VI. Προσδιορισμὸς τῆς III τακτικῆς συνόδου τῆς διαρκοῦς ἐπιτροπῆς.

Μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς ἡμερησίας διατάξεως ὡς ἀνω, ἡ ἐπιτροπὴ ἐξήτασε τὰ ἐκτεθέντα θέματα καὶ ἔλαβε τὰς ἀκολουθούσας ἀποφάσεις :

I. Γενικὴ ἐπισκόπησις τοῦ τρόπου λειτουργίας τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας μέχρι τοῦ παρόντος.

Ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι ἡ συγκοινωνία τῶν συνόρων ἤρχισε καὶ ὅτι ἐξελίσσεται κανονικῶς.

Ἡ ἐπιτροπὴ ὁμοίως διεπίστωσεν ὅτι ἅπασαι αἱ ἀποφάσεις τῆς τῆς I τακτικῆς συνόδου ἐξετελέσθησαν παρ' ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν.

II. Ὁρισμένα θέματα ἀφορῶντα τὴν ἔκδοσιν καὶ συμπλήρωσιν τῶν ἐγγράφων διὰ τὴν συνοριακὴν διόδον.

1. Ἐκδόσις ἐγγράφων εἰς τοὺς ἰδιοκτῆτας πέραν τῶν συνόρων καὶ ἡ εἰσομπὴ αὐτῶν εἰς τὴν νομίην.

Ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι αἱ ἀρμόδιαι τοπικαὶ ἀρχαὶ ἀμφοτέρων τῶν Μερῶν ἐτέθησαν εἰς γνῶσιν τῶν ὀριστικῶν καταλόγων τῶν πέραν τῶν συνόρων ἰδιοκτῆτῶν, οὓς ἔλαβον αἱ ἀποστολαὶ παρὰ τῶν Κυβερνήσεών των.

Ὁμοίως διεπίστωσεν ὅτι τὰ ἐν τοῖς καταλόγοις τούτοις ἀναφερόμενα πρόσωπα λαμβάνουν ἤδη τὰ διὰ τὴν διόδον τῶν συνόρων ἐγγράφα, ἵνα καλλιεργήσωσι τὰς ἰδιοκτησίας των.

Αἱ δύο ἀποστολαί, ἵνα διευκολύνωσι τὴν ἐν τῇ νομίῃ εἰσομπὴν τῶν πέραν τῶν συνόρων ἰδιοκτῆτῶν ἐπὶ τῶν ἰδιοκτησιῶν αὐτῶν, ἀπεφάσισαν ὅπως, οἱ πέραν τῶν συνόρων ἰδιοκτῆται κατὰ τὴν ἐπιτόπιον ἀφίξιν των, παρου-

σιάζωνται ἐνώπιον τῶν τοπικῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν, αἵτινες θὰ τοὺς κατευθύνουν εἰς τὰς ἰδιοκτησίας των. Διὰ τὴν εἰς τὴν νομίην θέσιν τῶν πέραν τῶν συνόρων ἑλλήνων ἰδιοκτῆτῶν ἐπὶ τοῦ γιουγκοσλαβικοῦ ἐδάφους ἀρμόδιοι εἶναι οἱ κοινοτικοὶ σύμβουλοι τῆς κατωκημένης περιοχῆς, εἰς τὴν περιφέρειαν τῆς ὁποίας εὐρίσκονται αἱ ἰδιοκτησίαι των. Διὰ τὴν ἐν τῇ νομίῃ θέσιν ἐπὶ τῆς ἰδιοκτησίας τῶν πέραν τῶν συνόρων γιουγκοσλάβων ἰδιοκτῆτῶν ἐπὶ ἑλληνικοῦ ἐδάφους, ἀρμόδιοι εἶναι οἱ πρόεδροι τῶν κοινοτήτων, ἐν τῇ περιοχῇ τῶν ὁποίων εὐρίσκονται αἱ ἰδιοκτησίαι αὐτῶν.

2) Συμπλήρωσις ὀρισμένων ἐπικεφαλίδων ἐν τοῖς ἐγγράφοις διόδου διὰ τῶν συνόρων.

Ἡ ἐπιτροπὴ διεπίστωσεν ὅτι αἱ ἀρμόδιαι ἀρχαὶ κατὰ τὴν ἔκδοσιν καὶ θεώρησιν τῶν ἐγγράφων συγκοινωνίας τῶν συνόρων ὑπέπεσαν εἰς παραλείψεις ἐν σχέσει μετὰ τὴν συμπλήρωσιν αὐτῶν. Δι' ἀποφυγὴν τῶν παραλείψεων τούτων ἐν τῷ μέλλοντι, ἡ ἐπιτροπὴ ἔλαβε τὰς ἀκολουθούσας ἀποφάσεις :

α) Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως εἰς ἅπαντα τὰ ἐγγράφα συνοριακῆς συγκοινωνίας ἀναγράφεται τὸ «ἐπιγ-γελμα» τοῦ κομιστοῦ τοῦ ἐγγράφου.

β) Ἀπεφασίσθη ὅπως τὸ «ἀνάστημα» συμπληρῶται διὰ τῶν ἐνδείξεων «μικρόν», «μεσαῖον» καὶ «ὕψηλόν». Ὁμοίως ἀπεφασίσθη ὅπως αἱ ἐπικεφαλίδες τῶν «προσωπικῶν στοιχείων» : «μύσταξ», «γένειον» καὶ «ἰδιαίτερα σημεῖα» συμπληρῶνται διὰ τῶν ἐνδείξεων «ἄνευ» — «μετὰ».

γ) Δέον ὅπως πληρῶνται ἅπασαι αἱ ἐπικεφαλίδες τὰς ὁποίας περιέχει τὸ ἐγγράφον.

δ) Ν' ἀναγράφεται ἐν τοῖς ἐγγράφοις τῶν ἐγγάμων μόνον τὸ ἐπώνυμον, ὅπερ νομίμως φέρουσιν.

ε) Οἱ κομισταὶ τῶν διὰ τὴν μεθοριακὴν συγκοινωνίαν ἐγγράφων δύνανται νὰ τὰ ὑπογράψωσι μετὰ τὴν θεώρησιν.

ζ) Ὁμοίως ἀπεφασίσθη ὅτι κατὰ τὴν παράτασιν ἰσχύος τοῦ ἐγγράφου θὰ ἐφαρμόζεται ἡ αὐτὴ διαδικασία ἥτις ἐφαρμόζεται καὶ κατὰ τὴν θεώρησιν αὐτοῦ.

η) Ἡ ἐγγράφῃ τῶν ὀνομάτων τῶν χωρίων καὶ τῶν κατωκημένων τοποθεσιῶν θὰ γίνεταί συμφώνως πρὸς τὰς διακριτικὰς ἐνδείξεις τῶν χωρίων καὶ κατωκημένων τοποθεσιῶν τούτων, ὡς καθωρίσθη ἐν τῷ παραρτήματι I, κεφάλαιον Β τῆς Συμφωνίας.

III. Ληπτέα μέτρα ἐπὶ σκοπῷ διευκολύνσεως τῆς συνοριακῆς συγκοινωνίας.

1) Διόδος τῶν συνόρων διὰ προσωπικῶν κινητηρίων μεταφορικῶν μέσων.

Οἱ κομισταὶ τῶν ἐγγράφων διὰ τὴν μεθοριακὴν συγκοινωνίαν θὰ δύνανται, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 6 τῆς Συμφωνίας, νὰ διέρχωνται τὰ σύνορα διὰ προσωπικῶν κινητηρίων μεταφορικῶν μέσων. Ἡ διέλευσις τῶν συνόρων διὰ τῶν μέσων τούτων ἐπιτρέπεται ἄνευ κατοχῆς ἰδιαίτερων διεθνῶν ἐγγράφων διὰ τὸ ὄχημα καὶ τὸν ὀδηγόν.

Κατὰ τὴν πρώτην διέλευσιν τῶν συνόρων διὰ τῶν προσωπικῶν κινητηρίων μεταφορικῶν μέσων, ὁ τελωνειακὸς ὑπάλληλος τῆς μεθορίου διελύσεως θὰ θέσῃ εἰδικὴν σφραγίδα ἐπὶ τοῦ ἐγγράφου τοῦ ἰδιοκτῆτου τοῦ μέσου τούτου. Ἡ σφραγὶς αὕτη θὰ τεθῇ ἐπὶ τῆς τελευταίας σελίδος τοῦ ἐγγράφου, ἥτις φέρει τὴν ἐνδειξὴν «τελωνειακὸς ἐλεγχος». Ἡ σφραγὶς αὕτη θὰ περιέχει εἰς τὴν ἐπίσημον γλῶσσαν τῶν δύο Μερῶν τὰς ἀκολουθούσας ἐνδείξεις :

Τὸν ἀριθμὸν τῆς ἐθνικῆς ἀδείας τοῦ ὀδηγοῦ,
Τὴν μάρκαν καὶ τὸν τύπον τοῦ ὀχήματος,
Τὸ ἔτος παραγωγῆς του,
Τὸν ἀριθμὸν τοῦ κινητήρος τοῦ ἀμαξώματος,
Τὸν τύπον καὶ τὸν ἀριθμὸν τοῦ ὀχήματος τῆς πλευρᾶς (σημ. μετ. σάνιτ-καρ),
Τὸν συνολικὸν ἀριθμὸν τῶν τροχῶν καὶ ἐλαστικῶν,
Ραδιόφωνον — «ἀνευ» — «μετὰ»,
Τὸν ἀριθμὸν μητρώου τοῦ ὀχήματος,

Ὁ Τελωνειακὸς Ὑπάλληλος

Ἵπογραφή :

Είς ἢν περίπτωσιν τὰ πρόσωπα ταῦτα διέρχονται τὰ σύνορα ἄνευ τοῦ ἰδιοκτήτου των κινητηρίου ὀχήματος, ὁ ἀρμοδίος τελωνειακὸς υπάλληλος θὰ κρατήσῃ εἰδικὴν ἀπόδειξιν τούτου καὶ δὲν θὰ τὸ ἐγγράψῃ ἐν τῷ ἐγγράφῳ.

Ὁ ἰδιοκτήτης τοῦ μετὰ κινητήρος ὀχήματος θὰ δυνήθῃ νὰ διέλθῃ τὰ σύνορα μόνον προσωπικῶς μετὰ τοῦ κινητηρίου ὀχήματός του καὶ νὰ μεταφέρῃ τὰ μέλη τῆς οικογενείας του.

2) Προσαρμογὴ δρομολογίου σιδηροδρόμων καὶ συνδέσεις τῶν κατοίκων μετὰ τῶν λεωφορειακῶν γραμμῶν.

α) Διὰ τὴν πλέον πρόσφορον ἐξέλιξιν τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας, αἱ ἀποστολαὶ συνεφώνησαν ὅπως προτείνωσιν εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς ὅπως μελετήσωσι τὴν δυνατότητα προσαρμογῆς τῆς τοπικῆς συγκοινωνίας τῶν σιδηροδρόμων μετὰ τὰς ἀνάγκας τῶν ἐκ τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας δικαιουμένων.

β) Αἱ ἀποστολαὶ συνεφώνησαν ἐπίσης ὅπως προτείνωσιν εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τὴν μελέτην τῆς δυνατότητος τῆς συνδέσεως τῶν κατοίκων μετὰ τὰς λεωφορειακὰς γραμμάς, ἐπὶ σκοπῷ διευκολύνσεως τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας, δεδομένου ὅτι ἡ ἐπιτροπὴ δὲν εἶναι ἀρμοδίαι ν' ἀποφασίσῃ ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου.

3) Ἑρμηνεία τοῦ ἀρθροῦ 5, ἐδαφίου 4, τῆς Συμφωνίας τῆς μεθοριακῆς συγκοινωνίας.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ὁ χρόνος διελεύσεως διὰ τῶν συνόρων ὁ προβλεπόμενος εἰς τὸ ἀρθρον 5, ἐδαφίον 4 τῆς Συμφωνίας, συγκεκριμενοποιεῖται εἰς μῆνας καὶ ὥρας ὡς ἑξῆς :

ἑλληνικὴ ὥρα

γιουγκοσλαβικὴ ὥρα

Ἰανουάριος καὶ Δεκέμβριος	7,30-19	6,30-18
Φεβρουάριος καὶ Νοέμβριος	7,00-18	6,00-17
Μάρτιος, Σεπτέμβριος καὶ Ὀκτώβριος	6,00-20	5,00-19
Ἀπρίλιος καὶ Αὐγούστος	5,00-20	4,00-19
Μάιος, Ἰούνιος καὶ Ἰούλιος	5,00-21	4,00-20

Κατ' ἐξαίρεσιν, ὅταν οἱ διαιούμενοι τῆς συγκοινωνίας διέρχονται τὰ σύνορα διὰ τῶν σιδηροδρόμων, ὁ χρόνος διεόδου τῶν συνόρων ἀρχίζει ἢ περατοῦται ἀπὸ τοῦ χρόνου διελεύσεως τοῦ σιδηροδρόμου, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ διεθνoῦς δρομολογίου τῶν ταξιδιωτικῶν συρμῶν.

Καθ' ἢν περίπτωσιν ὁ συρμὸς καθυστερεῖ, αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ εἰς τὰς διελεύσεις ταύτας ὑποχρεοῦνται νὰ μεινώσιν εἰς τὰς θέσεις των μέχρι τῆς διελεύσεως τοῦ συρμοῦ.

4) Ἔτεροι τελωνειακοὶ διευκολύνσεις.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅτι ἅπαντα τὰ ἀντικείμενα τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 9, σημείου 3, ὑπὸ «γε» καὶ «δ» τῆς Συμφωνίας, δέον ὅπως ἐπιστρέφονται εἰς τὴν ζώνην τῆς κατοικίας ἐντὸς προθεσμίας 20 (εἴκοσιν) ἡμερῶν, ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς μεταφορᾶς των εἰς τὴν γειτονικὴν ζώνην.

ΓΓ. Συγκοινωνία τῶν κατοίκων τῶν πόλεων Φλώρινα καὶ Βιτόλα.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἔλαβε γνώσιν τῶν ἀπόψεων τῶν δύο ἀποστολῶν τῶν ἀφωρωσῶν τὴν ἐρμηνείαν τῶν ὄρων τῆς Συμφωνίας, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν συγκοινωνίαν τῶν κατοίκων τῶν πόλεων Φλώρινα καὶ Βιτόλα.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως μελετήσῃ ἐκ νέου τὸ ὡς ἄνω θέμα.

Μέχρις ὀριστικῆς ἀποφάσεως τοῦ ὡς ἄνω ζητήματος, καὶ ἢνα δοθῇ ἡ δυνατότης συγκοινωνίας τῶν κατοίκων τῶν πόλεων Φλώρινα καὶ Βιτόλα, συνεφωνήθη ὅπως ἡ συγκοινωνία τῶν κατοίκων τούτων πραγματοποιεῖται μόνον μετὰ τῶν πόλεων τούτων.

Ἡ προσωρινὴ αὕτη συμφωνία δὲν θὰ ἐπιρρεάσῃ τὴν ὀριστικὴν λύσιν τοῦ ὡς ἄνω ἐξεταζομένου θέματος.

Γ. Ἐπεξεργασία κανονισμοῦ τῶν εὐκολιῶν δι' ἱατροῦς, κτηνιάτρος καὶ διπλωματούχους μαΐας καὶ ἀμοιβαία ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν.

1) Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεδέχθη τὸν Κανονισμὸν τῶν εὐκολιῶν δι' ἱατροῦς, κτηνιάτρος καὶ διπλωματούχους μαΐας, τὸν προσηρητημένον εἰς τὸ πρακτικὸν τοῦτο (παράρτημα ἀρ. 1).

2) Συνεφωνήθη ὅτι ἡ ἀπόφασις ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ἀμοιβαίας ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν, τῶν ὡς ἄνω ἀναφερομένων, πάραπεμφθῆ εἰς τὴν ἀκόλουθον τακτικὴν σύνοδον τῆς ἐπιτροπῆς.

ΓΙ. Προσδιορισμὸς τῆς II κανονικῆς συνόδου τῆς ἐπιτροπῆς.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἀπεφάσισεν ὅπως ἡ III τακτικὴ Σύνοδος λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ Φεβρουαρίου 1961 εἰς Θεσσαλονίκην. Ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία θὰ καθορισθῇ προηγουμένως δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μετὰ τῶν δύο προέδρων.

Ἐγένετο εἰς Σκόπια, τὴν 7ην Ἰουλίου 1960, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀποστολῆς
Ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀποστολῆς
Διαγγελάκης Νικόλαος
Μίτσετιτς Φράνγιω

Ἀκριβὴς μετάφρασις.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9ῃ Ἰανουαρίου 1962

Παράρτημα ἀρ. 1

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ἀφορῶν τὰς εἰς τοὺς ἱατροῦς, κτηνιάτρος καὶ διπλωματούχους μαΐας παρεχομένας εὐκολίας κατὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των εἰς τὴν ἕμορον συνοριακὴν ζώνην τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους, συσταθεὶς συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἀρθροῦ 11, παράγραφος 2 τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν συνοριακὴν συγκοινωνίαν Συμφωνίας μετὰ τῶν Ἑλληνικοῦ Βασιλείου καὶ τῆς Ὁμοσπονδου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας, ἡμερομηνίας 18 Ἰουνίου 1959.

Ἄρθρον 1

Οἱ ἱατροί, οἱ κτηνιάτροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαΐαι οἱ ἐξουσιοδοτημένοι ὅπως ἀσκῶσι τὸ ἐπάγγελμα αὐτῶν καὶ ἐφωδιασμένοι μετὰ δελτία συνόρων θὰ δύνανται, ἐπὶ ἐπείγουσῶν περιπτώσεων, ν' ἀσκῶσι τὸ ἐπάγγελμά των εἰς τὴν ἕμορον συνοριακὴν ζώνην τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 2

Κατὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των διὰ τὰς ἐν τῷ πρώτῳ ἀρθρῷ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐξεταζομένας περιπτώσεις, οἱ ἱατροί, οἱ κτηνιάτροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαΐαι δέον ὅπως τηρῶσι τοὺς νόμους καὶ τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμοὺς ἐν τῇ ὁμῶρῳ συνοριακῇ ζώνῃ.

Ἄρθρον 3

Οἱ ἱατροί, οἱ κτηνιάτροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαΐαι θὰ δύνανται ἐν ὄψει τῆς ἀσκήσεως τῶν ἐπαγγελλμάτων των ἐν ταῖς περιπτώσεσι ταῖς ἐξεταζομέναις ὑπὸ τοῦ πρώτου ἀρθροῦ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, νὰ διέρχωνται τὰ σύνορα διὰ παντός μεταφορικῶς μέσου καὶ καθ' ἕλας τὰς ὥρας τῆς ἡμέρας ἀπὸ τὰς καθωρισμένας διαβάσεις.

Κατὰ τὰς συμπαρομαρτούσας ἐπείγουσας περιπτώσεις θὰ δύνανται οἱ ἱατροί, οἱ κτηνιάτροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαΐαι διὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των, νὰ διέρχωνται ἐπίσης εἰς τὰ γειτονικὰ χωρία τοῦ γειτονικοῦ τομέως.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς νυκτός, οἱ ἱατροί, οἱ κτηνιάτροι, καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαΐαι τοῦ τομέως II καὶ V θὰ δύνανται νὰ διέρχωνται τὰ σύνορα ἀπὸ τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς διελεύσεις καὶ σιδηροδρομικὰς γραμμάς ἢνα ἀσκή-

σσοσι τὸ ἐπάγγελμά των εἰς τοὺς ἀντιστοίχους τομεῖς, τοὺς ὡς ἄνω ἀναφερομένους.

Ἄρθρον 4.

Ἐφόσον, εἰς τὰς ἐν τῷ πρώτῳ ἄρθρῳ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐξεταζόμενας περιπτώσεις, οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι συνοδεύονται ὑπὸ ὀδηγῶν ὀχημάτων, ἀμαξηλατῶν ἢ ὀδηγῶν αὐτοκινήτου, οὐ-
ται δέον νὰ ὦσιν ἐφοδιασμένοι μὲ δελτία συνόρων, ἢ εἰς ἐπείγουσας περιπτώσεις, μὲ ἀδείας διελύσεως.

Ἄρθρον 5.

Οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι ἐξουσιοδοτοῦνται ὅπως ἐξάγωσι ἐκ τῆς συνοριακῆς ζώνης τῆς κατοικίας των εἰς τὴν ὅμορον συνοριακὴν ζώνην ποσὸν δραχμῶν 350, ἀντιστοίχως διναρίων 3.500 κατὰ μῆνα.

Ἄρθρον 6.

Οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι θὰ δύνανται νὰ μεταφέρωσι μεθ' ἑαυτῶν εἰς τὴν ὅμορον συνοριακὴν ζώνην, ἄνευ ὑποχρέωσης καταβολῆς οὐδενὸς τελωνειακοῦ δικαιώματος, τὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματός των ἀντικείμενα—ἐργαλεῖα, ἐπιδέσμοι, φάρμακα κ.λ.π. καὶ ταῦτα εἰς ἀναλόγους πρὸς τὰς ἀνάγκας δι' ἃς ἐζητήθη ἡ συνδρομὴ των ποσότητος. Ταναρκωτικὰ θὰ δύνανται νὰ μεταφέρονται εἰς ἐλαχίστην ποσότητα, διανεμόμενα εἰς θεραπευτικὰς δόσεις.

Τὰ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ ἀναφερόμενα ἀντικείμενα δέον ὅπως ἀναγράφονται εἰς κατάλογον, εἰς ἐκάστην συγκεκριμένην περίπτωσιν, ὅστις θὰ θεωρεῖται ἀπὸ τὰς τελωνειακὰς συνοριακὰς ἀρχὰς τῆς χώρας ἐξαγωγῆς, καὶ ὅστις, κατὰ τὴν διέλευσιν εἰς τὴν ὅμορον συνοριακὴν ζώνην, θὰ κατατίθεται παρὰ ταῖς συνοριακαῖς τελωνειακαῖς ἀρχαῖς τοῦ ἐτέρου συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 7.

Οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι θὰ κληθῶσιν ὅπως προσέλθωσιν εἰς τὴν ὅμορον συνοριακὴν ζώνην ἐν ὅψει τῆς ἀσκήσεως τοῦ ἐπαγγέλματός των συμφώνως τῷ παρόντι Κανονισμῷ τῇ μεσολαβήσει εἴτε τῶν κατοικίων τῶν συνοριακῶν ζωνῶν τῶν ἐφοδιασμένων δι' ἐγγράφων χρησιμευόντων εἰς τὴν διὰ τῶν συνόρων διέλευσιν, εἴτε τῶν συνοριακῶν φυλακίων, εἴτε ἀκόμη καθ' οἰονδήποτε ἄλλον πρόσφορον τρόπον.

Οἱ διοικηταὶ τῶν συνοριακῶν φυλακίων θὰ παράσχουν πᾶσαν εὐκολίαν ἵνα ἐπιταχύνωσι τὴν μεταβίβασιν τῆς προσκλήσεως εἰς τὰ ὡς ἄνω ἀναφερόμενα πρόσωπα καὶ τὴν κυκλοφορίαν αὐτῶν.

Ἄρθρον 8.

Οἱ ἰατροί, οἱ κτηνίατροι καὶ αἱ διπλωματοῦχοι μαῖαι θὰ δικαιῶνται, καθ' ἐκάστην διέλευσιν, νὰ μεταφέρωσιν εἰς τὴν χώραν των τὸ ποσὸν τῆς ἀμοιβῆς ὅπερ ἔλαβον ἕνεκα τῶν παρασχεθεισῶν ὑπηρεσιῶν κατὰ τὴν ἐξάσκησιν τοῦ ἐπαγγέλματος αὐτῶν εἰς τὴν ὅμορον συνοριακὴν ζώνην καὶ ἐκεῖνο τῶν πρὸς τοῦτο ἐπιβληθέντων καὶ πραγματοποιηθέντων ἐξόδων—ἡμερησίων ἀποζημιώσεων, ἐξόδων ταξιδίου, φαρμάκων κ.λ.π.

Ἐὰν τὸ ποσὸν τῶν ἀμοιβῶν καὶ πραγματοποιηθέντων ἐξόδων ὑπὸ τῶν ἰατρῶν, κτηνιάτρων καὶ διπλωματοῦχων μαῖων ὑπερβαίη τὰς δραχμὰς 400 ἀντιστοίχως τὰ δινάρια 5.000, οὗτοι ὀφείλουσιν νὰ ἔχουν πιστοποιητικὸν τῶν Ὑγειονομικῶν ἀρμοδίων Ὑπηρεσιῶν, πιστοποιοῦν ὅτι τὰ ὡς ἀμοιβὰς καὶ πραγματοποιηθέντα ἐξόδα ληφθέντα ποσά, ἀντιστοιχοῦν εἰς τὸν χαρακτῆρα τῶν ὑπηρεσιῶν των.

Ἄρθρον 9.

Ἐν περιπτώσει ἀνάγκης ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ δύναται νὰ τροποποιηθῆται ἢ συμπληρωθῆται ἐκ μέρους τῆς ἐπιτροπῆς.

Ἄρθρον 10.

Ὁ παρὼν Κανονισμὸς θὰ ἰσχύσῃ ἀφ' ἧς γίνῃ ἀποδεκτὸς ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων, ἀλλὰ θὰ ἐφαρμοσθῆ προοριστικῶς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς του.

Ἐγένετο εἰς Σκόπια, τὴν 7ην Ἰουλίου χίλια ἐνεακόσια ἐξήκοντα εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος

Ὁ Πρόεδρος

τῆς Ἑλληνικῆς Ἀποστολῆς τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀποστολῆς
ΔΙΑΓΓΕΛΑΚΗΣ ΝΙΚΟΛ. ΜΙΤΣΕΤΙΤΣ ΦΡΑΝΓΙΟ

(3)

Ἀριθ. Πρωτ. Φ010/Μ/1883

Περὶ κυρώσεως προσθήκης εἰς τὴν Ἑλληνο—Ἰταλικὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 10—11—1954.

Οἱ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγρ. 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 (περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων), ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 14 Ἰουνίου 1962 καὶ 2 Ἰουλίου 1962, ἐπελθοῦσαν Συμφωνίαν περὶ προσθήκης εἰς τὴν Ἑλληνο—Ἰταλικὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν τῆς 10.11.54 ρήτρας περὶ διατηρήσεως ἐν ἰσχύϊ ἐκ τῶν διατάξεων αὐτῆς ἐκείνων αἵτινες δὲν θὰ ἐτύγγαχον ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν Συμφωνίαν τῆς 9 Ἰουλίου 1961 περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγισῶν ἐπιστολῶν ἐπονται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12ῃ Ἰουλίου 1962

Ἀριθ. Πρωτ. Φ1022ΤΑ—4

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν παρουσιάζει τὰς προσρήσεις του πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἰταλίας καὶ, εἰς ἀπάντησιν τῆς Ρηματικῆς αὐτῆς Διακοινώσεως ὑπ' ἀριθ. 1238 ὑπὸ ἡμερομηνίαν τῆς 20 Ἀπριλίου 1962, ἔχει τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσῃ αὐτῇ τὸ σύμφωνον τῶν ἀρμοδίων Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν διὰ τὴν προσθήκην τῆς κατωτέρω ρήτρας εἰς τὴν Ἑλληνο—Ἰταλικὴν Ἐμπορικὴν Συμφωνίαν ἥτις πρόκειται νὰ ἀνανεωθῆ σιωπηρῶς κατὰ τὴν λήξιν τῆς τῆν 30ην προσεχοῦς Ἰουλίου :

«Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἢ Συμφωνίας τῆς 9 Ἰουλίου 1961, περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος, θὰ ἐπίθετο ἐν ἰσχύϊ, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας θὰ παρέμενον ἰσχυραὶ καθ' ὃ μέτρον δὲν θὰ ἐτύγγαχον ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατὰ ταῦτα, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ διαβουλευθῶσιν ἐνδεχομένως, ἵνα καθορίσωσι τὸ μέτρον κατὰ τὸ ὅποιον ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ εἶδει νὰ τροποποιηθῆ ἵνα λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας τῆς 9ης Ἰουλίου 1961 περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος».

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον ἔχει τὴν τιμὴν νὰ προτείνῃ ὅπως ἡ παρούσα διακοινώσις ὡς καὶ ἡ Διακοινώσις τῆς Πρεσβείας ἢ γνωρίζουσα λήψιν αὐτῆς, θεωρηθῶσιν ὡς συνιστῶσαι συμφωνίαν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων ἐπὶ τοῦ θέματος.

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν δρᾶτται τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσῃ πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἰταλίας τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς του.

Ἀθῆναι 14 Ἰουνίου 1962

Πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἰταλίας

Ἐνταῦθα

AMBASCIATA D'ITALIE

No 1926

NOTE - VERBALE

L'Ambassade d'Italie présente ses compliments au Ministère Royal des Affaires Etrangères et a l'honneur d'accuser réception de la Note Verbale No F1022 TL-4 que le Département Royal a bien voulu lui adresser en date du 14 juin 1962 et de lui confirmer l'accord des autorités italiennes compétentes pour l'insertion de la clause suivante à l'Accord Commercial gréco-italien devant être tacitement renouvelé à son échéance, le 30 juin prochain :

«Au cas où pendant la période de validité du présent Accord Commercial, l'Accord du 9 juillet 1961, créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce serait mis en vigueur, les dispositions du présent Accord Commercial demeureraient valables dans la mesure où elles ne seraient pas incompatibles avec l'Accord d'Association. En conséquence, les Parties Contractantes se consulteront éventuellement pour déterminer dans quelle mesure le présent Accord devra être modifié pour qu'il soit tenu compte de la mise en vigueur des dispositions de l'Accord du 9 juillet 1961 créant une Association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce».

L'Ambassade d'Italie est d'accord que la Note susdite du Département Royal ainsi que la présente Note soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements en la matière.

L'Ambassade d'Italie saisit cette occasion pour renouveler au Ministère Royal des Affaires Etrangères les assurances de sa très haute considération.

Athènes, le 20 juin 1962

AU MINISTERE ROYAL DES AFFAIRES ETRANGERES EN VILLE

ΠΡΕΣΒΕΙΑ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΑΣ

Αριθ. 1926

ΡΗΜΑΤΙΚΗ ΔΙΑΚΟΙΝΩΣΙΣ

Ἡ Πρεσβεία τῆς Ἰταλίας παρουσιάζει τὰς προσρήσεις τῆς πρὸς τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν καὶ ἔχει τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσῃ λήξιν τῆς Ρηματικῆς Διακοινώσεως ἀριθ. Φ1022ΤΑ-4 τὴν ὁποίαν τὸ Β. Ὑπουργεῖον ἠῆρεσθήθη νὰ ἀπευθύνῃ αὐτῇ ὑπὸ ἡμερομηνίαν τῆς 14 Ἰουνίου 1962 καὶ νὰ ἐπιβεβαιώσῃ αὐτῷ τὸ σύμφωνον τῶν ἀρμοδίων Ἰταλικῶν Ἀρχῶν διὰ τὴν προσθήκην τῆς κατωτέρω ρήτρας εἰς τὴν Ἑλληνο-ἰταλικὴν ἐμπορικὴν Συμφωνίαν, ἥτις πρόκειται νὰ ἀνανεωθῇ σιωπηρῶς κατὰ τὴν λήξιν τῆς, τὴν 30ὴν προσεχοῦς Ἰουλίου :

«Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν κατὰ τὴν περίοδον τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας, ἡ Συμφωνία τῆς 9 Ἰουλίου 1961, περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Ἑρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος, θὰ ἐτίθετο ἐν ἰσχύϊ, αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Ἐμπορικῆς Συμφωνίας θὰ παρέμεινον ἰσχυραὶ καθ' ὃ μέτρον δὲν θὰ ἐτύγχανον ἀσυμβίβαστοι πρὸς τὴν Συμφωνίαν Συνδέσεως. Κατὰ ταῦτα, τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ διαβουλευθῶσιν ἐνδεχομένως, ἵνα καθορίσωσι τὸ μέτρον κατὰ τὸ ὅποιον ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἔδει νὰ τροποποιηθῇ, ἵνα λάβῃ ὑπ' ὄψιν τὴν θέσιν ἐν ἰσχύϊ τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας τῆς 9ης Ἰουλίου 1961 περὶ συνδέσεως τῆς Ἑλλάδος μετὰ τῆς Ἑρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος».

Ἡ Πρεσβεία τῆς Ἰταλίας συμφωνεῖ ὅπως ἡ ὡς ἀνω Διακοινώσις τοῦ Β. Ὑπουργείου ὡς καὶ ἡ παρούσα Διακοινώσις θεωρηθῶσιν ὡς συνιστῶσαι συμφωνίαν μετὰ τῶν δύο Κυβερνήσεων ἐπὶ τοῦ θέματος.

Ἡ Πρεσβεία τῆς Ἰταλίας δράττεται τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσῃ πρὸς τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς της.

Ἀθῆναι τῇ 20 Ἰουνίου 1962

Πρὸς

Τὸ Β. Ὑπουργεῖον τῶν Ἐξωτερικῶν
ΕΝΤΑΥΘΑ

(4)

Αριθ. Φ010JM1872

Περὶ παρατάσεως μέχρι 31.12.61 Ἐμπορικῆς Συμφωνίας
Ἑλλάδος Τυνησίας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχοντας ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγρ. 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 «περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὴν ἐν Τύνιδι, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν, συναφθεῖσαν παράτασιν, μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1961, τῆς ἰσχύος τῆς ἀπὸ 6 Μαρτίου 1960 Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μετὰ τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Τυνησίας.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγείσων ἐπιστολῶν ἐπονται, ἐν πρωτοτύπῳ, εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν Ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 16 Ἰουλίου 1962

République Tunisienne

Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères

No 3900JAE1JDAEJ1

Le Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères présente ses compliments à la Légation de Grèce en Tunisie et a l'honneur de porter à sa connaissance que l'accord commercial conclu le 2 mars 1960 entre la Tunisie et le Royaume Hellénique vient à échéance le 31 décembre 1960.

Cet accord comporte une clause de renouvellement d'année en année par tacite reconduction pour une nouvelle période d'un an (article 11 de l'accord). Aucune dénonciation, dans le délai de trois mois avant son expiration n'ayant été signifiée par les autorités compétentes tunisiennes et helléniques, le Secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères propose que l'accord sus-visé fasse l'objet d'une reconduction pure et simple pour une nouvelle période d'une année à compter du 1er janvier 1961.

Le Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères prie cette Légation de bien vouloir lui confirmer l'accord des services techniques grecs sur la reconduction de l'accord commercial en question et saisit cette occasion pour renouveler à la Légation de Grèce les assurances de sa haute considération.

Tunis le 8 décembre 1960

Légation de Grèce en

Tunisie

Légation Royale de Grèce

en Tunisie

No 371JN

La Légation Royale de Grèce présente ses compliments au Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères et se référant à sa Note sub. No 16 AE1/-D.A.E/1 du 4.1.61 ainsi qu'aux entretiens du 2.3.61 et du 7.3.61 entre Monsieur le Directeur des Affaires Economiques et Monsieur le Chargé d'Affaires de Grèce et l'Attaché Commercial, a l'honneur de résumer ci-dessous : les

mesures qui, selon les services compétentes helléniques, seraient adéquates à assainir la situation déficitaire de la balance commerciale Tuniso-grecque;

2. Appareils électriques ménagers

Les Autorités Grecques compétentes proposent qu'un contingent nouveau de 10-000 D- soit ajouté à la liste «G» permettant l'importation en Tunisie des appareils électriques ménagers, pour lesquels un grand intérêt a été démontré de la part des importateurs tunisiens à l'occasion de la participation de la Grèce à la Foire Internationale de Tunis de 1960.

La Légation Royale de Grèce étant persuadée que les propositions des Services Helléniques seront examinées par les Services Tunisiens compétents avec toute l'attention et la bienveillance qu'elles méritent en vu d'établir sur des bases plus équitables et satisfaisantes les échanges commerciaux entre les deux pays, remercie le Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères de son aimable intervention à ce sujet et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa très haute considération.

Tunis le 8 mars 1961

Secretariat d'Etat aux Affaires Etrangères
No 2426

Le Secretariat d'Etat aux Affaires Etrangères présente ses compliments à la Légation de Grèce en Tunisie et se référant à sa note No 371 JN du 8 mars 1961 relative à l'abjonction d'un nouveau poste intitulé «Appareils électriques et ménagers» d'un montant de 10.000 dinars à la liste «G» de l'Accord Commercial conclu le 2 mars 1960 entre la Tunisie et la Grèce, à l'honneur de lui faire savoir que les Autorités tunisiennes compétentes sont favorables à la proposition sus-indiquée.

En conséquence, ce montant sera imputé sur les crédits du poste «Divers» de la liste «G» de l'Accord Commercial en question.

Le Secretariat d'Etat aux Affaires Etrangères saisit cette occasion pour renouveler à la Légation de Grèce les assurances de sa haute considération.

LEGATION DE GRECE Tunis 1 juillet 1962
EN TUNISIE

Τυνησιακή Δημοκρατία

Υπουργείον Ξεωωτερικών

Αριθ. 3900 [AEI. DAE]1

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν παρουσιάζει τὰς προσηρσεις του πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος ἐν Τυνησίᾳ καὶ ἔχει τὴν τιμὴν νὰ φέρῃ εἰς γνῶσιν αὐτῆς ὅτι ἡ ἐμπορικὴ συμφωνία ἢ συναφθεῖσα τὴν 2 Μαρτίου 1960 μεταξύ τῆς Τυνησίας καὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ Βασιλείου λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου 1960.

Ἡ συμφωνία περιλαμβάνει μίαν ρήτραν ἀνανεώσεως ἀπὸ ἔτος εἰς ἔτος διὰ σιωπηρᾶς ἀνανεώσεως διὰ μίαν νέαν περίοδον ἐνὸς ἔτους. (ἄρθρον 11 τῆς συμφωνίας). Οὐδεμιᾶς καταγγελίας ὑποβληθείσης ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Τυνησιακῶν καὶ Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν τριῶν μηνῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς συμφωνίας, τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν προτείνει ὅπως ἡ εἰρημνὴ συμφωνία ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον μιᾶς ἀκραίου ἀνανεώσεως διὰ μίαν νέαν περίοδον ἐνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1961.

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν παρακαλεῖ τὴν Πρεσβείαν ὅπως θελήσῃ νὰ ἐπιβεβαιώσῃ αὐτῷ τὸ σύμφωνον

τῶν τεχνικῶν ἑλληνικῶν ὑπηρεσιῶν ἐπιτήρης ἀνανεώσεως τῆς ἐν λόγῳ ἐμπορικῆς συμφωνίας καὶ δρᾶττεται τῆς εὐκαιρίας ταύτης διὰ νὰ ἀνανεώσῃ πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς του.

Τύνις τῆ 8 Δεκεμβρίου 1960

Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος

ἐν Τυνησίᾳ

B. Πρεσβεία τῆς Ἑλλάδος

ἐν Τυνησίᾳ

Αριθ. 371 JN

Ἡ B. Πρεσβεία τῆς Ἑλλάδος παρουσιάζει τὰς προσηρσεις τῆς πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν καὶ ἀναφερομένη εἰς τὴν διακοίνωσιν αὐτοῦ ὑπ' ἀριθ. 16 AEI [DAE]1 τῆς 4-1-1961 ὡς καὶ εἰς τὰς συνομιλίας τῆς 2-3-61 καὶ 7-3-61 μεταξύ τοῦ κ. Διευθυντοῦ τῶν Οἰκονομικῶν ὑποθέσεων καὶ τοῦ κ. Ἐπιτετραμένου τῆς Ἑλλάδος καὶ τοῦ Ἐμπορικοῦ Ἀκολούθου, ἔχει τὴν τιμὴν νὰ ἀνακεφαλαιώσῃ κατωτέρω τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα, κατὰ τὰς ἀρμοδίας Ἑλληνικὰς Ὑπηρεσίας, θὰ ἦσαν ἐπαρκῆ ἵνα ἐξυγιάνουν τὴν ἐλλειμματικὴν κατάστασιν τοῦ Ἑλληνο-Τυνησιακοῦ ἐμπορικοῦ λογαριασμοῦ

2. Ἡλεκτρικαὶ οἰκιακὰὶ συσκευαί.

Αἱ Ἑλληνικαὶ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ προτείνουν ὅπως μία νέα ποσόστωσις 10.000 δηνარიῶν προστεθῆ εἰς τὸν πίνακα «G» ἐπιτρέπουσα τὴν εἰσαγωγὴν ἐν Τυνησίᾳ οἰκιακῶν ἠλεκτρικῶν συσκευῶν, διὰ τὰς ὁποίας μέγα ἐνδιαφέρον ἐπεδείχθη ἐκ μέρους τῶν Τυνησιῶν εἰσαγωγέων ἐπὶ τῇ εὐκαιρίᾳ τῆς συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος εἰς τὴν Διεθνή Ἐκθεσιν τῆς Τύνιδος τοῦ 1960.

Ἡ B. Πρεσβεία τῆς Ἑλλάδος πεπεισμένη ὅτι αἱ προτάσεις τῶν Ἑλληνικῶν Ὑπηρεσιῶν θὰ ἐξετασθῶσιν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Τυνησιακῶν Ὑπηρεσιῶν μετὰ τῆς δεούσης προσοχῆς καὶ εὐμενείας ἵνα στηριχθῶσιν ἐπὶ βάσεων πλέον δικαίων καὶ ἱκανοποιητικῶν αἱ ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξύ τῶν δύο χωρῶν, εὐχαριστεῖ τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν διὰ τὴν εὐγενῆ αὐτοῦ ἐπέμβασιν εἰς τὸ ζήτημα τοῦτο καὶ δρᾶττεται τῆς εὐκαιρίας ταύτης διὰ νὰ ἀνανεώσῃ αὐτῷ τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς της

Τύνις τῆ 8 Μαρτίου 1962

Τυνησιακὴ Δημοκρατία

Υπουργεῖον Ξεωωτερικῶν

Αριθ. Πρωτ. 2426 [AEI-DAE]1

Τὸ Ὑπουργεῖον τῶν Ξεωωτερικῶν παρουσιάζει τὰς προσηρσεις του πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος ἐν Τυνησίᾳ καὶ ἀναφερόμενον εἰς τὴν διακοίνωσιν αὐτῆς ὑπ' ἀριθ. 371 JN τῆς 8 Μαρτίου 1961 σχετικῆν πρὸς τὴν προσθήκην μιᾶς νέας κατηγορίας ὑπὸ τὸν τίτλον «οἰκιακαὶ ἠλεκτρικαὶ συσκευαί» ποσοῦ 10 χιλ. δηνარიῶν εἰς τὸν πίνακα «G» τῆς συναφθείσης τῆς 2 Μαρτίου 1960 Ἐμπορικῆς Συμφωνίας μεταξύ τῆς Τυνησίας καὶ τῆς Ἑλλάδος, ἔχει τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσῃ αὐτῇ ὅτι αἱ ἀρμοδίαι Τυνησιακαὶ Ἀρχαὶ διάκεινται εὐμενῶς πρὸς τὴν ὡς ἄνω πρότασιν.

Κατ' ἀκολουθίαν, τὸ ποσὸν τοῦτο θέλει καταλογισθῆ ἐπὶ τῶν πιστώσεων τῆς κατηγορίας «Διάφορα» τοῦ πίνακος «G» τῆς ἐν λόγῳ ἐμπορικῆς συμφωνίας.

Τὸ Ὑπουργεῖον Ξεωωτερικῶν δρᾶττεται τῆς εὐκαιρίας ταύτης ἵνα ἀνανεώσῃ πρὸς τὴν Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξαιρέτου ὑπολήψεώς του.

Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος

ἐν Τυνησίᾳ

Τύνις τῆ 1 Ἰουλίου 1961

Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Από 1 Ιανουαρίου 1960 ή έτησια συνδρομή της Έφημερίδος της Κυβερνήσεως, ή τιμή των τμηματικώς πωλουμένων φύλλων αυτής και τα τέλη δημοσιεύσεως εν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Έφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

Α. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'.....	Δραχ.	400
2. » » » Β'.....	»	250
3. » » » Γ'.....	»	200
4. » » » Δ'.....	»	400
5. » » Παράρτημα	»	200
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	500
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ. Δ. κλπ.»	»	300
8. » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία	»	2.000

Οἱ Δήμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἡμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Υπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Διὰ τὸ τεύχος Α'	Δραχ.	20.—
2. » » » Β'	»	12,50
3. » » » Γ'	»	10.—
4. » » » Δ'	»	20.—
5. » » Παράρτημα	»	10.—
6. » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	25.—
7. » » τεύχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.».....	»	15.—
8. » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10.—
9. Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη	»	100.—

Β. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἐκαστον φύλλον, μέχρι 8 σελίδων τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ὄνω, ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 3.

Γ. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης:

Α'. Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.		
1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	200
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν..	»	5.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	1.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰ συνέλευσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἀρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων	»	500
5. Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ.20)5)1939	»	100
6. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν	»	2.000
7. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	500
8. Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν.....	»	300
9. Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἐταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων παρουσιαστικῶν στοιχείων.....	»	2.000

10. Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἐταιρειῶν.....	Δραχ.	1.000
11. Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν.....	»	5.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης.

1. Τῶν Καταστατικῶν	Δραχ.	500
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν ...	»	200
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	100
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	500
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	500

II. Εἰς τὸ Παράρτημα:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	200
2. Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων...	»	500

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἐταιρειῶν καὶ Ἐταιρειῶν Περιορισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὀρίσθη ἐκ 5 ο)α.

Δ. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία ἐναντι ἀποδεικτικῶν ἐν πράξει, ὅπερ μερὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλονται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὄνοματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.
- Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μὴ εἰς τὰ ταμείον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεία, ὅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὀριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (ΡΟΝΘΟ 105) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστέλλομένων δι' ἐπιταγῆς, οὐκ ἀποδίδονται διὰ τῶν ἐπιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸν.

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ
ΚΩΝ. ΧΡ. ΤΡΥΦΩΝΑΣ